Vol 10 # 42 • Du 26 Avril au 2 Mai 2017

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

APRÈS AVOIR PLAIDÉ COUPABLE, GUY PHILIPPE A NÉGOCIÉ POUR ALLÉGER SA PEINE !



Voir page 4

Guy Philippe, 49 ans, a plaidé coupable de « Conspiration pour blanchir des instruments monétaires » Il est passible d'une peine maximale de 20 ans ; mais dans le cadre de l'accord, les procureurs ont recommandé que Philippe soit condamné à neuf ans seulement.

QUEL SERAIT LE RÔLE DES FORCES ARMÉES D'HAÏTI ?



Voir page 4

L'armée de Jovenel Moise ne sera pas une armée progressiste visant réellement à défendre la nation, servir et défendre le pays en marchant main dans la main avec le peuple ; mais une armée au service de la clique corruptrice au pouvoir et de la classe dominante antinationale de façon à les protéger contre la colère du peuple



Zafè Guy Philippe la: nan kisa nou tonbe la a?

Page 6

English Page 9



Haïti : le capitalisme des paramilitaires

Page 7



Macron est-il un instrument de la CIA ?

Page 10



Venezuela : la droite choisit le coup d'état violent et la guerre économique !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

D'une caravane à l'autre : le Premier Mai ne doit pas être souillé !

Par Berthony Dupont

Qui de nous a déjà oublié les retombées désastreuses et catastrophiques de la « caravane d'espoir » que prônait la bourgeoisie patripoche, parasite et antipopulaire pour déstabiliser le pays au cours des années 2003-2004 dans la Capitale avec ses alliés mercenaires, véritable ramassis de gens sans scrupules, et des tristement célèbres escadrons de la mort que conduisaient Guy Philippe et Louis Jodel Chamblain, venant de la République voisine pour semer la panique au sein de la population du Nord ?

Le pays a été victime de cette clique de fantoches puisque leur action en connivence avec les forces impérialistes avait complètement réussi à boycotter la commémoration du Bicentenaire de notre Indépendance en 2004, introduisant par là ou bien facilitant l'invasion du pays par les militaires internationaux de la Minustah pour nous occuper.

Ce n'est pas sans raison qu'à aucun moment, cette classe d'hommes et de femmes ainsi que leurs satellites de partis politiques n'ont jamais protesté contre la Minustah malgré les violations flagrantes de droits humains de cette dernière, ses agressions barbares contre les habitants de Cité Soleil et sans oublier le crime de Choléra qui engendra des milliers de morts innocents, preuve tangible de l'arrogance meurtrière de la politique occidentale ; vu que ces exactions sont restées encore impunies.

Ces conflits n'ont pas été le feu du hasard, puisqu'ils font partie de la grande guerre contre le peuple haïtien. Voilà que les tenants du pouvoir imposés depuis 2011 pour aider en quelque sorte l'impérialisme à continuer à opprimer et exploiter les classes défavorisées et ce sont encore eux par le truchement de leur président Jovenel Moise qui vient d'appeler à un autre trompe d'œil de « caravane du changement » promue à être lancée le Premier mai prochain, juste pour blaser et détourner l'attention de cette journée historique de la résistance des travailleurs du monde.

Voilà donc une raison de plus pour les opprimés et les exploités en état de révolte intérieure qui ne marcheront point dans la logique et les consensus de complot particulièrement ceux-là qui ont largement perdu leur confiance dans la classe politique opportuniste, électoraliste, de ne pas rester les bras croisés devant l'exercice abusif des ennemis du peuple qui dans un passé récent ont été nos oppresseurs et pensent pouvoir nous faire croire aujourd'hui qu'ils sont à présent nos bienfaiteurs. Notre révolte doit être extériorisée ! Le mot d'ordre de caravane du changement doit être dénoncé dans une perspective politique de résistance, de fermeté et de lutte pour éviter que le peuple en général ne verse dans la démagogie pure et simple. Cette démonstration de caravane ne sera qu'un catalyseur pour aveugler davantage, jeter de la poudre aux yeux des naïfs toujours prêts à applaudir et accepter n'importe quoi. Ce n'est qu'une diversion et une autre tentative pour nous forcer à légitimer la famine qui fait déjà rage.

Alors que des milliers d'innocents haïtiens dans l'indifférence générale gémissent dans les départements du Sud et de la Grande Anse ; dans les autres villes, la situation n'est guère meilleure et les problèmes aussi ardus qu'ils soient ne sont en voie d'aucune solution ; on n'assiste qu'à des manœuvres dilatoires. Le comble vient d'être atteint quand le régime renforce son appareil de répression à travers l'Armée et la police ; pourtant il déclare que le Sud devra attendre la fin de l'année 2017 pour que la caravane la visite ! Quelle insouciance dans sa plus extrême expression de la part de la bande à Jovenel ? C'est la politique du pire de façon à tourner le peuple en dérision, à l'humilier pour finalement l'abandonner à son sort.

Cent millions de gourdes pour la sécurité de la caravane, sans oublier le bonus pascal fait de un million de gourdes à chaque sénateur et quatre cent mille gourdes à chaque député. Véritable aubaine pour des dépenses somptueuses ! Et pourtant, combien pour le peuple ? Rien ! Alors que nombre d'employés ne sont pas payés comme dans l'enseignement et la santé publique pour ne citer que ceux-là. Des malades préfèrent mourir à la maison tant les hôpitaux publics sont démunis, sans lits et sans médicaments !

Le Premier Mai, les syndicats conséquents appelés à changer ce système pourri et corrompu sans aucune collaboration avec les patrons pour des réformes insignifiantes, flanqués des travailleurs, des ouvriers, chômeurs et étudiants, doivent dénoncer l'utilisation de ce jour par le gouvernement pour masquer la continuation catastrophique de la politique capitaliste de dépendance et de maintien des intolérables injustices socio-économiques existantes dans le pays. Il nous faut donc leur dire la vérité : qu'il y a d'autres issues à la crise du pays ; d'autres conceptions possibles de changements fondamentaux que seul le ralliement des forces populaires organisées, structurées peuvent corriger et mêmes capables d'apporter la vraie et durable alternative.

La résistance haïtienne ne doit pas capituler face à cette ambiance d'attentisme dans laquelle le régime en place entend enfermer les masses haïtiennes pour les empêcher de revendiquer leurs droits à la vie, pour ne plus être capables de réclamer du pain et un abri décent auxquels tout être humain a droit. La lutte doit être poursuivie de sorte qu'elle s'amplifie plus forte, plus déterminée et plus radicale pour épargner le peuple et le pays des plus pénibles épreuves.

Que le peuple haïtien se mette debout le Premier mai, jour des travailleurs pour dire Non à la caravane de la honte ! Vive la lutte internationale des travailleurs et le combat des peuples !

Haïti: Pays sinistré ou pays de grande endurance?

Par Arry Ménéus

Van tanpèt mezanmi
Larivyè desann mezanmi
Konpè Filo ede m pote chay la tande

Pawòl yon mizik Septantriyonal

Dans la nuit du 4 au 5 octobre 2016, l'ouragan Mathieu de catégorie 4 a frappé de plein fouet les départements Sud, Grande Anse, Nippes et dans une moindre mesure le Nord-ouest. Des rafales de vent violent et des pluies intempestives ont causé de graves inondations et de submersion marine dans certaines villes côtières. Plantations, habitations et infrastructures furent dévastées en l'espace de quelques heures. Et, le bilan tant au point de vue humain que matériel fut très lourd pour une économie déjà confrontée à tant de précarités.

Mais, en dépit de tout, Haïti doit se lever! Cependant, dans l'état de vulnérabilité aiguë où se trouve le pays, ce ne serait pas rationnel de reconstruire juste parce que des maisons ont été détruites, des plantations ravagées et des infrastructures endommagées ou détruites. Tout projet judicieux de reconstruction doit obligatoirement tenir compte d'éventuels cyclones ou séisme. Ainsi, l'on serait à même de se prémunir pour faire face à des désastres, aussi perturbants qu'ils pourraient l'être.

Dans une perspective visant à réduire les pertes et dommages d'ampleur regrettable, faudrait-il bien éviter l'étalement urbain en aval des zones inondables, limiter le ruissellement important provenant en amont serait tout aussi une prévision intelligente. Un contrôle rigoureux des tracés des routes aux flancs des versants serait à envisager. Aussi, il s'avère nécessaire de boiser ou de reboiser, selon le cas, les versants à pentes fortes afin de réduire les risques d'inondation et la submersion marine.



Deux morts, d'importants dégâts matériels en pertes agricoles et des bétails, tel est le bilan provisoire de la situation dans le Sud, après plusieurs jours de pluies diluviennes.

Les leçons du séisme du 12 Janvier 2010

Plus de 7 années après, Haïti n'est pas encore parvenue à se relever des conséquences lourdement négatives du séisme du 12 Janvier 2010, ayant entraîné des pertes inestimables en vies humaines et matérielles. En vue de prévenir de tels dégâts, il serait rationnel d'adopter tout un ensemble de mesures. Ces mesures doivent prendre en compte plusieurs secteurs.

Nécessité d'une gestion efficiente des risques et désastres. Ce qui a fait dramatiquement défaut au pays avant le séisme de Janvier 2010 et vraisemblablement avant l'ouragan Mathieu d'octobre 2016. L'immensité des dégâts (humains et matériels) que le pays a enregistrés lors du tremblement de terre de Janvier 2010 était due au manque d'organisation territoriale et d'un plan d'urbanisation adapté à la réalité de nos villes et communes. Obligation donc d'anticiper afin d'éviter que les aléas de la nature causent des pertes immenses et dommages regrettables.

Cette anticipation doit se matérialiser par l'établissement de planifications efficientes devant pallier à la situation précédent le séisme de Janvier 2010. Les dégâts causés par le passage de l'ouragan Mathieu à l'aube d'octobre 2016, nous a montré que nous n'avons tiré aucune leçon du 12 Janvier 2010. Car, aucun plan de relèvement s'inspirant d'une vision qui va au-delà de la réponse humanitaire n'a été prévu.

Les intempéries qui s'abattent sur le pays depuis 2 jours ont causé des inondations sur plusieurs communes du Sud. Des milliers de familles sont sinistrées suite à ces inondations. Haïti fait encore les frais de sa vulnérabilité due à l'utilisation désordonnée des espaces et des sols. Il est donc par conséquent urgent d'agir maintenant pour demain. Cette fois-ci, agissons maintenant et non demain!

Les leçons du cyclone Mathieu d'octobre 2016

Les dégâts matériels énormes enregistrés dans 3 départements particulièrement Grande Anse, Nippes et Sud ont démontré que personne n'avait tiré assez de leçons du séisme du 12 Janvier 2010. Car seulement 7 ans après, suite au passage de l'ouragan Mathieu, Haïti a de nouveau enregistré des pertes incalculables. Encore une fois, la carence en prévention de risques est l'élément moteur, voire un prérequis essentiel pour un plan d'aménagement territorial, ainsi qu'un plan de relèvement.

Mesdames, messieurs, autorités politiques, élites économiques, élites intellectuelles, étudiants, professionnels, etc..., la situation du pays doit nécessairement nous interpeller. Sachez qu'Haïti est à nous. C'est alors à nous et à nous tous et toutes qu'il incombe la responsabilité de la diriger. Attelons-nous donc à cette tâche avec le sens de responsabilité. Un jour ou l'autre, nos progénitures n'auront pas à nous reprocher de leur avoir laissé non pas un pays sinistré mais de préférence un pays de grande endurance.

Ces pertes et dommages inestimables ne résultaient pas seulement du passage de l'ouragan Mathieu. Ce ne sont que les conséquences directes de l'utilisation incohérente des espaces et des sols, de l'absence de normes de construction adaptées à chaque espace avec leur spécificité. C'est une évidence à ne pas feindre d'ignorer sous aucun prétexte! Toute politique de relèvement devrait pouvoir s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité qui sautent aux yeux de tout observateur.

Mettre en place des mécanismes pour s'attaquer à ces causes qui ont infligé tellement de lourds dégâts, est certes l'urgence dans l'immédiat. La réponse humanitaire, nous nous sommes fait le devoir de bien la comprendre ; mais elle ne doit pas être la solution définitive. Cependant, le démarrage des activités pour la réduction de la vulnérabilité du pays face aux catastrophes doit se faire parallèlement. En outre, il convient de lancer le pays une fois pour toutes sur la voie de la résistance et d'un développement mesuré et soutenable à tous les niveaux.

Comme conséquence immédiate du passage du cyclone Mathieu, 3 de nos départements sont dévastés. Des millions de sinistrés ont été enregistrés. Oui, sinistrés, c'est le maître mot qu'on peut attribuer aux millions de victimes. Catastrophes, c'est la réalité vivante palpable et vérifiable de plus de trois (3) départements. Personne ne doit avoir honte de le dire! Armons-nous de courage pour pouvoir garder cette évidence avec un peu de réalisme.

Il convient de privilégier la prévention comme réponse aux risques et désastres pour réduire d'éventuels dommages. C'est alors donc, comme mentionné plus haut, que nous allons nous mettre en route vers la résilience effective de l'ensemble du territoire. C'est un rêve commun! 6 mois après que le cyclone Mathieu eut jeté les populations de plus de 3 départements dans le désarroi, leurs conditions infra humaines d'existence sont des preuves patentes que la politique de protection civile reste et demeure virtuelle.

L'Ouragan Mathieu: 6 mois après

Au regard de la situation de vulnérabilité du pays, encore aggravée suite au passage du cyclone Mathieu, nous pensons tout au moins qu'il faudrait une Direction Protection Civile (DPC) renforcée et autonome. Elle doit être dotée de cellules de prévention et de gestion de risques dans presque tous les domaines. Des architectes urbanistes, environnementalistes, des ingénieur-agronomes, des experts en prévention de risques, des ingénieur-géographes, des écologistes, des médecins chirurgiens, etc..., constitueront le personnel au sommet. L'une des tâches de cette DPC renforcée serait d'accompagner et de fournir des données à la Direction de l'Aménagement du territoire (DAT).

Dans le cadre d'une politique d'aménagement et d'urbanisation, la DPC, de concert avec la DAT servirait à mieux organiser le territoire. Du même coup, la démarche de ces deux entités conduirait à une réduction significative des vulnérabilités aux désastres probables et leurs impacts. Alors, le relèvement et la réponse suite à une catastrophe se feraient sans trop de difficulté. C'est à ce moment-là que nous pourrions commencer à parler d'un Pays de grande endurance et non sinistré.

Le parquet de Port-au-Prince enquête sur le dossier de subventions reçues par le RNDDH !

Le commissaire du gouvernement près le tribunal civil de Port-au-Prince Me Ocnam-Clamé Daméus, a demandé à la Banque de la République d'Haïti de lui communiquer les informations, relatives à l'identité de la personne ou de l'organisation qui a endossé et encaissé les chèques de subvention du Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (Bmpad) et de l'Office national d'assurance-vieillesse (Ona). Et le commissaire a également demandé, le samedi 22 avril 2017, au Bmpad de bien vouloir faire parvenir au Bmpad la liste des subventions, octroyées de janvier 2016 à avril 2017.

Alors pour donner le change, montrer qu'il n'est coupable de rien et ainsi minimiser la dénonciation de Marie Yolaine Gilles, le directeur exécutif du Rnddh Pierre Espérance déclare pour sa part que *« La décision du parquet de se saisir du dossier, relatif aux subventions reçues par le Réseau national de défense des droits humains de la part de deux organismes d'État, me soulage et permettra de faire la lumière sur le dossier »*.



Le directeur exécutif du Rnddh Pierre Espérance

AVIS DE CONVOCATION

Par ces motifs, le Tribunal statuant publiquement et par défaut en ses attributions civiles et sur les conclusions conformes du Ministère Public, se déclare compétent pour connaitre l'action intentée par le sieur Chavannes THOMAS contre le citoyen Gérôme PHILIPPE; Maintient le défaut en la forme déjà octroyé à l'audience ; Par conséquent le Tribunal dit et déclare que Chavannes THOMAS est incommutable propriétaire du terrain litigieux situé sur l'habitation "Nan Planton", première section communal de Camp-Perrin dont la contenance est de trois hectares trente huit de carreaux de terre, appert acte notarié au rapport de Me Frantz A. Orcel en date du 18 décembre 2006 suivant le procès-verbal d'arpentage du 08 septembre 1997 dressé par l'arpenteur Antonio THOMAS, arpenteur public pour la commune de Torbeck; Ordonne le déguerpissement de l'ajourné et tous autres personnes se trouvant illégalement sur la dite propriété et condamne l'assigné à payer deux millions de gourdes au requérant pour les préjudices causées, ce, au terme des articles 1168 et 1169 du code civil haïtien. Commet l'huissier Louis Sonel LAURENT de la Cour d'Appel des Cayes pour la signification de la présente décision. Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jocelyn LUCIEN juge en présence de Me Brunel VITAL substitut commissaire du gouvernement, assisté de Michel CHARLES, greffier du siège à l'audience publique et civile du mercredi quatorze décembre deux mille seize, An 213 de l'Indépendance. - Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre ce présent jugement en exécution, aux officiers du Ministère public près le tribunal de première instance d'y tenir la main, à tous commandants et autres officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée des juge et greffier susdits.
COLLATIONNE CONFORME A LA MINUTE POUR EXPEDITION DELIVREE

Me Jean Flanel FORTUNE/ Greffier en chef/ Me Pierre Richard PIARD, Av

Après avoir plaidé coupable, Guy Philippe a négocié pour alléger sa peine !



Le 24 avril, Guy Philippe a signé un accord admettant qu'il «a sciemment utilisé son poste d'officier de police national haïtien de haut rang pour protéger les livraisons de drogue en Haïti en échange de paiements en espèces».

Par Kim Ives

L'ancien chef paramilitaire haïtien et sénateur élu de la Grande Anse Guy Philippe a scellé le lundi 24 janvier une entente avec le bureau du procureur des États-Unis pour obtenir une peine plus légère en se plaignant coupable justement d'un seul cas, des trois qu'il a été accusé, en l'occurrence celui de blanchiment d'argent.

Dès lors, le gouvernement des États-Unis a laissé tomber les deux autres accusations à savoir « Conspiration pour importer de la cocaïne aux États-Unis », passible d'une peine d'une durée de 30 ans d'emprisonnement et « S'engager dans des transactions dérivées d'activités illégales », passible d'une durée de 10 ans.

Cette charge pour laquelle Philippe, 49 ans, a plaidé coupable – « Conspiration pour blanchir des instruments monétaires » - comporte elle-même une peine maximale de 20 ans ; mais dans le cadre de l'accord, les procureurs ont recommandé que Philippe soit condamné à neuf ans seulement.

C'est le mercredi 5 juillet 2017 à 8h30 soit dans 3 mois que la juge Cecilia Altonaga rendra publique et définitive à Miami la sentence de Philippe. Comme dans la plupart des offres de plaidoyer, elle suivra probablement la recommandation du procureur américain. Cependant la libération conditionnelle ne peut être accordée dans les affaires fédérales ; mais le gouvernement peut accorder à Philippe une réduction de 15% de sa sentence pour «bonne conduite», ce qui signifie qu'il pourrait sortir de prison après sept ans et demi soit en 2024.

L'audience visant à modifier le plaidoyer de «non-coupable» du 13 janvier de Philippe a eu lieu à Miami le lundi 24 avril à 14h30 et a pris toutes les 21 minutes. En plus de la **défenderesse**, il y avait les avocats Mark A. Irish, Lynn M. Kirkpatrick et Andy Camacho pour le bureau du procureur américain, et Alan Shelley Ross et Zeljka Bozanic représentants Philippe.

«Nous avons été contactés par le bureau du procureur des États-Unis tout récemment, en proposant une entente de plaidoyer», a déclaré Ross. «*Nous étions disposés nous à aller au procès, mais si vous procédez au procès et que vous perdez, vous obtenez le coup* ». *Au mois de mars dernier, le juge Altonaga avait rejeté la requête de l'avocat Benjamin Greenberg pour limiter les preuves qui pourraient montrer que l'argent que Philippe a blanchi provenait du «gouvernement des États-Unis ou des personnes autorisées à travailler au nom des États-Unis»*.

Interrogé sur le fait que le gouvernement avait lancé un accord, la conseillère spéciale du procureur des États-Unis, Sarah Schall, a déclaré à Haïti Liberté: «le gouvernement ne *commentera pas les négociations du plaidoyer»*.

On lui a demandé si la décision de mars d'Altonaga aurait pu inciter le gouvernement des États-Unis à conclure un accord, M. Ross ne s'est pas engagé. «C'est difficile à dire», a-t-il déclaré. «Ils ont compris, comme chacun l'a fait, l'histoire de mon client qui a participé au coup d'Etat contre Aristide, où les États-Unis ont eu un rôle. Ceci a été discuté dans le cadre de cette affaire, et on a pu être concerné à propos de fuite qu'ils ne voudraient pas. Mais Ross soupçonne que «*l'âge de l'affaire a joué un rôle important dans la décision*» de conclure un accord parce que «l'affaire est ancienne», remontant à 1999-2003. Il est difficile de faire l'effort parce que certaines personnes qui étaient en prison n'y sont plus, et il est difficile d'obtenir certains dossiers et témoins. «

« *Je ne me soucie pas du motif* », a conclu Ross. « *Je me soucie juste du résultat* ». Pour obtenir l'arrangement, Philippe a dû accepter le compte rendu par le gouvernement américain du crime qu'il a commis, connu sous le nom de «offre factuelle», dont une copie a été obtenue par Haïti Liberté.

Dans le document de deux pages, signé par Philippe et ses avocats, il accepte d'avoir «sciemment utilisé son poste de haut rang de Commissaire de police national haïtien pour protéger les expéditions de drogues vers Haïti en échange de paiements en espèces. Plus précisément, à partir de juin 1999 et vers la fin de l'année 2003, Philippe et d'autres ont été payés en Haïti à partir du produit des ventes de cocaïne qui se sont produites à Miami, en Floride



La juge Cecilia Altonaga rendra publique et définitive à Miami la sentence de Philippe le mercredi 5 juillet 2017 à 8h30.

et ailleurs aux États-Unis. Ces produits en vrac seraient passés en contrebande des États-Unis à Haïti, et Philippe recevait une partie du produit. «

Philippe admet en outre que sa femme et lui ont maintenu un compte bancaire conjoint à First Union National Bank à Miami, en Floride. Entre juin 1999 et décembre 2002, Philippe a sciemment transporté plus de 376 000 $ en dollars américains provenant de la vente de cocaïne d'Haïti et de l'Équateur à ce compte First Union National Bank sous le nom d'autres personnes. Philippe a s'est également sciemment arrangé pour que plus de 70 000 $ U.S. des ventes de la drogue soient déposés dans ce compte. Chacun de ces dépôts en espèces a été effectué en montants inférieurs à 10 000 $ pour éviter les exigences de déclaration. Philippe a convenu en outre que, entre juin 1999 et avril 2003, alors qu'il était engagé dans une guerre de déstabilisation du gouvernement de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, il avait reçu entre 1,5 et 3,5 millions de dollars à titre de « paiements venant des trafiquants de drogue, sachant que les paiements constituaient des produits de vente du trafic de cocaïne. «

Il a ensuite «partagé les produits de drogue qu'il a recueillis avec des fonctionnaires de la Police

suite à la page(18)

Quel serait le rôle des Forces Armées d'Haïti ?



Des militaires haïtiens du corps de génie formés en Equateur



Le ministre de la Défense Hervé Denis

Par Thomas Péralte

Jovenel Moise veut bien montrer que son gouvernement est bien souché au PHTK de Michel Martely et qu'il veut bien achever certains projets que son chef n'avait pas pu mettre en place, tels que la réhabilitation de l'armée d'Haïti. En effet, le départ des forces occupantes de la Minustah n'a fait qu'accélérer le processus de reconstruire les forces armées qu'avait déjà entrepris le premier régime kaletèt de Martelly-Lamothe, quand le président équatorien Raphael Correa avait aidé en ce sens puisque le mardi 1er septembre 2015 à l'École de formation des soldats de l'armée (ESFORSE), s'était tenu la cérémonie de graduation de quelques 40 soldats haïtiens du corps de génie.

Ce dossier en fait est devenu une priorité pour l'administration Moïse-Lafontant et justement cette volonté politique Moise l'avait clairement exprimée au cours de sa campagne électorale quand il déclarait que « Les Forces Armées d'Haïti c'est une prérogative constitutionnelle [...] Un pays n'est pas maître de lui-même s'il n'a pas une Force Armée [...] la force d'un pays est basée sur un système de défense qui est fort, une armée moderne qui est fondée sur l'objectif d'assurer la protection du pays » En réalité quelles sont les vraies raisons pour le retour des Forces Armées même quand pour le justifier Jovenel Moise renchérissait que *« [...] L'armée d'Haïti figure jusqu'à présent dans la Constitution. Il ne faut pas avoir peur de le dire. Haïti a son essence dans l'armée [...] »*

Dans une interview avec la revue Challenges datée du 2 Octobre 2015, Jovenel Moise avait lui-même indiqué le type d'armée qu'il aura dans le pays « *Je vais m'inspirer du Livre blanc de la Défense, qui définit les grandes orientations d'une armée professionnelle haïtienne de plusieurs milliers de militaires. Surveiller les ressources naturelles, les grandes plantations, gérer les catastrophes naturelles, bien garder les frontières terrestres maritimes et aériennes contre la contrebande et les trafics de toutes sortes, faire face au terrorisme. Ce sont des missions urgentes. Cette nouvelle armée professionnelle devra s'y atteler. De toute façon, historiquement, l'armée fait partie de notre identité. Nous ne pouvons effacer l'histoire avec un simple chiffon pour des raisons émotionnelles et temporelles.* »

Cette propagande autour de l'Armée n'a qu'un seul sens, comme c'est l'intérêt de classe qui prime ; les hommes au pouvoir et leurs alliés de la bourgeoisie s'entendent à ce qu'ils aient des hommes armés ayant des armes de guerre pour les défendre face à l'armée des pauvres, des chômeurs, des laissés pour compte. Pourtant le peuple lui-même n'est qu'à la recherche d'une petite et simple survie et n'a besoin d'aucune Armée pour sa sécurité, le pays n'étant pas en guerre ; toute armée ne serait pour lui qu'un poids financier extrêmement lourd qui sans aucun doute réduirait davantage la pitance que devrait avoir la grande majorité défavorisée de la population.

Cependant la bourgeoisie haïtienne le voit différemment, la police est insuffisante pour leur garantir la sécurité face à la population. Une armée avec des armes de guerre lourde pourrait mieux confronter les masses populaires que les policiers. C'est dans cette optique politique que nous devons comprendre ce que cachent les adversaires du peuple ; quand le ministre de la Défense Hervé Denis « considère la situation comme urgente tenant compte du retrait des militaires de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d›Haïti (Minustah). » et au président du sénat Youri Latortue un ancien militaire de crier haut et fort « Remplacer la MINUSTAH par la MINUJUSTH c'est blanc bonnet, bonnet blanc ». Latortue, depuis qu'il était conseiller de son oncle le Premier ministre de facto Gérard Latortue n'a jamais dénoncé l'occupation du pays comme le faisaient les compatriotes anti-occupation et anti-impérialistes ; au contraire il jouissait de leur présence ; mais pour revenir avec ses militaires il l'utilise comme un alibi quand il « exige un retrait définitif de la mission onusienne et encourager l'adoption des principes de la loi mère voulant la présence de deux forces armées sur le territoire, la police et l'armée » Et Rosny Desroches le Directeur exécutif de l'ISC l'a renforcé dans sa démagogie à outrance « Il nous faut des forces armées au pays pour maintenir l'ordre et la Paix publiques. »

Ainsi l'actuel régime commence à mettre les bouchées doubles allant dans ce sens et le ministre de la Défense, Hervé Denis a tout bonnement affirmé au Senat, le jeudi 20 Avril au cours d'une réunion du Premier Ministre Jack Guy Lafontant, accompagné de son cabinet ministériel « avoir déjà mis tout en œuvre pour la mise sur pied de cette force militaire tant longtemps souhaitée » et « qu'un Haut commandement des forces armées sera nommé » et d'autres en plus qu'un « plan sur le recrutement des nouveaux militaires a été soumis au chef de l'état et au Premier Ministre » pour ajouter ensuite « que le processus administratif devant faciliter le recrutement de 500 nouveaux militaires est lancé. » Le ministre Denis ne pouvait être plus clair quand il indiquait qu' « au cours des prochaines semaines les fonctionnaires du ministère de la défense devront réaliser un inventaire des bases et campements des Forces Armées d'Haïti (FAD'H). Les baraquements dans la zone frontalière devraient être réhabilités dans un délai record afin de favoriser la lutte contre la contrebande. De plus le gouvernement espère obtenir certains matériels des troupes de la Minustah qui quitteront le pays avant le 15 octobre 2017 »

Bien entendue, ce ne serait pas une armée progressiste visant réellement à défendre la nation, servir et défendre le pays en marchant main dans la main avec le peuple ; mais à l'utiliser pour combattre le peuple en cas de besoin.

Ce serait une armée au service de la clique au pouvoir et de la classe dominante antinationale de façon à les protéger contre la colère du peuple, une sorte de commandeurs au service des exploiteurs et des pillageurs des ressources du pays.

Voici la feuille de route du Premier ministre Jack Guy Lafontant, remise au Ministre de la Défense Hervé Denis, pour la mise en place de l'armée d'Haïti :

« Vous allez travailler pour mettre l'armée de terre au service de la Nation. Dans ce sens, vous devez :

- Élaborer et faire voter par le Parlement la loi portant réorganisation et fonctionnement des Forces Armées D'Haïti (FAD'H) ;
- Élaborer et faire voter par le Parlement la loi de programmation militaire ;
- Travailler avec les ministères compétents pour élaborer et faire voter par le Parlement la loi portant création de la Direction Centrale de Renseignement Militaire (DCRM) ;
- Collecter des informations d'importance stratégique pour le Conseil National de Sécurité (CNS).

Les Forces Armées D'Haïti doivent compter dans leur rang des ressources humaines qualifiées. A cet effet, un budget va être progressivement alloué au Ministère de la Défense. Un corps du Génie militaire et un Hôpital militaire de niveau universitaire vont être créés, en vue de permettre aux Forces Armées D'Haïti d'atteindre leurs objectifs. Vous appuyez sur les lois et les dispositions constitutionnelles pour :

- Assurer la connaissance des risques, des menaces et des ruptures potentielles de tout type ;
- Anticiper les crises par le renforcement des structures de surveillance ;
- Maintenir la fonction de dissuasion ;
- Disposer en permanence des forces pré-positionnées pour mieux secourir et défendre le territoire ;
- Contribuer à la protection de la population sur le territoire national, à la résilience de la Nation, face aux risques et menaces de toutes sortes (terrorisme,trafic de stupéfiants, grand banditisme, catastrophes naturelles, etc.) ;
- Renforcer la sécurité des installations d'importance vitale ;
- Sécuriser le territoire (air, terre, mer) ;
- Soutenir les dispositifs de sécurité intérieure et de sécurité civile ;
- Contribuer à la sécurité internationale en participant aux opérations de stabilisation et de maintien de la paix ;
- Assurer la sauvegarde des intérêts de la Nation ;
- Assurer en permanence et avec efficience les missions de défense nationale ;
- Avoir des services et unités spécialisés concourant aux missions de protection de l'intégrité du territoire et à la protection de la population ;
- Réaliser des activités civiques, de protection de l'environnement et de développement ;
- Soutenir les autres composantes de l'Armée nationale ;
- Secourir la population et aider les services de protection civile lors des désastres et catastrophes naturelles ;
- Contribuer à protéger et sécuriser les sites vitaux de la Nation ;
- Aider la police à contrecarrer les éventuelles activités terroristes.

Afin que l'État haïtien puisse affirmer sa souveraineté dans ses eaux territoriales. Je vous demande de prendre les dispositions pour :

- Assurer la défense du littoral ;
- Protéger les frontières

suite à la page(18)

Terrorisme, banditisme, bacouloutisme, décherpillisme



Jovenel Moïse, pendant sa campagne électorale, promettait d'être «un réformateur, un candidat du renouveau». Ou tande bèf...



L'embuscade prétendument tendue à Jovenel : un acte terroriste ? Pas du tout : «un acte de banditisme », opine le «bandit légal» Youri



Max Rudolph Saint Albin à Jude Alix Patrick Salomon, à propos des 100 000 000 de gourdes: « Prends ta part, donne-moi ma part». Mais une fuite est venue contrarier les deux larrons

Par Fanfan la Tulipe

Dans un temps pas trop éloigné, le qualificatif de "grand mangeur" servait à désigner une espèce pas tellement rare qui s'alimentait à plein groin dans les rateliers de l'État. Depuis Martelly, l'engeance grand-mangeuse a évolué, ou plutôt a dégénéré pour donner naissance à la race plus agressive des décherpilleurs. Ne professant ni tenue ni retenue, c'est à ciel ouvert, à visage découvert que la gente décherpilleuse s'emplit les poches. Yo piye, yo pi mal, aurait chanté ma grand-mère paternelle. Plus ils pillent les caisses de l'État, pire ils sont.

De Michel Domingue et Septimus Rameau qui s'enfuyèrent en transportant au wharf des malles pleines de l'argent d'un dernier emprunt jusqu'à la décherpilleuse équipe de Martelly-Lamothe, les hommes au pouvoir, à part quelques exceptions, ont toujours aimé danser la valse du "*Foure men pran*", ou le tango du "Tout pour moi, rien pour les autres". Quand ce n'est pas un président qui accepte des prébendes d'un sénateur dominicain maffieux ou qui puise à pleines mains dans les fonds de Petro Caribe, c'est un ministre des Relations extérieures qui, en plein parlement, accuse le premier ministre d'avoir été son complice dans le détournement de quelque quatre millions de dollars versés par l'Uruguay à titre de dédommagement pour violence et outrage à un jeune haïtien par des soldats uruguayens affectés à la MINUSTAH. Décherpillisme, quand tu les tiens...

Les décherpilleurs sont à tu et à toi avec les ambassadeurs des pays "amis". Ils s'affichent avec telle ambassadrice des États-Unis, bras dessus bras dessous, au carnaval de Jacmel et s'en fichent du qu'en dira-t-on. Ils accourent à l'hôtel El Rancho, à l'ombre d'une pourpre cardinalice, pour endosser une mascarade politique. Et personne ne saura jamais combien de fric a été distribué à des représntants de partis *zonbi pri nan lyann* créés de toutes pièces pour cautionner, avaliser une *madigrature, une tolaliture*, une déconfiture, un brigandage au sens le plus haïtien du terme. Croulant sous le poids de multiples vices, crevant d'immoralité et de dévergondage, ils vont même jusqu'à se faire recevoir et bénir par le saint Père: le comble de l'indécence, de l'impudence, de l'outrecuidance, de l'incongruité, de l'impudicité et de l'effronterie.

La plus récente salissure, la dernière éclaboussure, souillure, flétrissure du monde décherpilleur concerne une demande de 100 millions de gourdes du ministre de l'Intérieur, Max Rudolph St Albin au ministre des Finances, Jude Alix Patrick Salomon, son *asòs* dans une manœuvre de type Lamothe-Pierre Richard Casimir. Ce joli et gras montant est censé servir à couvrir les activités de renseignements (sic) et de sécurité durant la célébration du 1er mai et pendant les festivités liées à la commémoration de la date de création du drapeau. L'idée serait de protéger la caravane du chef de l'État lors de ces célébrations, dans l'éventualité d'une tentative d'attaque contre le cortège présidentiel.

En effet, l**e cortège de Jovenel Moïse, est tombé sur une barricade et a essuyé des jets de pierres à l'Arcahaie, en revenant de l'Artibonite, le vendredi 7 avril en fin d'après-midi. Les unités spécialisées de la Police Nationale d'Haïti en charge de la sécurité du Chef de l'Etat** ont pu sortir le premier mandataire de la nation de ce désagréable pétrin, grâce à leur ''promptitude et professionnalisme" selon le Bureau de la Présidence. Ce dernier a rapporté que Jovenel, le mal élu, "est resté serein durant l'attaque".

Cette sérénité peut n'avoir pas été le seul fait du sang-froid du président, d'autant que d'aucuns veulent voir dans cette embuscade un montage, une mise en scène. Justement, cette manœuvre *embuscadante* a pu être concoctée de toutes pièces par la présidence et ses ministres *sousou,* en prélude à la demande pour les 100 millions de gourdes. Qui sait ? Le mal, dit-on, existe. Mal de pouvoir, mal de conserver celui-ci au prix même d'une mascarade *barricadante ;* mal de fric, mal de distraire l'opinion, mal de caponner ‹les extrémistes [dont] aucune action violente ne peut faire avancer leur cause›› ; *mal* Micky, mal rose, *mal grigri, mal vakabon, mal chèf, mal prezidan, mal makak.*

Bien sûr, les autorités qui ne sont jamais à court d'imagination, d'astuce et de pirouettes verbales ont vite trouvé une explication, une justification à la requête cent-millionaire. Selon l'imagination des bureaucrates du Bureau de la Présidence rompus aux gymnastiques politiciennes d'*emberlificotage*, d'*embobinage*, d'*embobelinage* du grand public : ''Le ministère se fait le souci de s'assurer de toute filature pouvant déboucher sur des catastrophes regrettables et qui pourraient plonger le pays dans des situations difficiles". *Pa ban m.*

À la vérité, on veut bien essayer de comprendre les besoins *désembuscadants*, sécuritaires du président, de la nécessité pour lui d'échapper à des embuscades, mais là où le bât blesse, écorche même, c'est dans la façon *ticouloutarde, cachotière,* peu démocratique de son entourage, de la Présidence, du sérail de flatteurs, de faire les choses, y compris, bien sûr, les ministres et le président qui pourtant, pendant sa campagne électorale, à la manière (retorse) de Martelly s'est fendu d'être un réformateur, un candidat du renouveau. *Ou tande bèf*... Tu as beau entendre mugir des boufs, mais tu n'arrives jamais à voir de cornes.

Il a fallu la fuite d'une correspondance embarrassante, *ticouloutante*, entre deux ministres zélés, aux tendances décherpillantes, pour qu'on sût la grosseur de l'anguille cent-millionnaire sous la roche de *ticouloutances* ministérielles, pour qu'on découvrît la magouille. En effet, le 13 avril 2017, subrepticement, *ticouloutement*, *encachettement*, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, Max Rudolph Saint Albin, sollicitait l'intervention du ministre de l'Économie et des Finances, Jude Alix Patrick Salomon «pour qu'un montant de cent millions (100, 000,000) de gourdes soit viré sur le sous-compte111205071, logé dans le compte unique du trésor (CUT)», rien que pour « la surveillance et le renseignement». Franchement...

St Albin tient sans doute un discours qui prône la ''rationalité budgétaire", mais que n'explique-t-il au grand public, rationnellement, dans les détails, le pourquoi des 100 millions. Non, il se dérobe aux questions des journalistes. Il cultive la dérobade, l'esquive, la fuite. Monsieur joue au taciturne. Il ne répond pas au téléphone, il ne lit aucun texto, il ne fait aucun commentaire. Entre-temps, le *teledyòl* sur les réseaux sociaux s'en donne à cour joie; on en fait des gorges chaudes, même brûlantes sur la *bèbètude* suspecte de St. Albin à qui il manque du courage, le sens de ses responsabilités ministérielles et la plus élémentaire probité. Comme la bêbêtude est un mal contagieux, Jude Alix Patrick Salomon, le ministre des Finances, contaminé, s'est réfugié lui aussi dans la *bêbêtance*. Allez donc lui demander de renseigner le public sur les suites données à la demande *saintalbine* du 13 avril. *W a konn Jòj.*

De toute façon, revenons à l'embuscade du 7 avril qui, curieusement, n'a pas fait de victimes, malgré des tirs rapportés par la PNH : aucun blessé, aucun mort, aucun agresseur appréhendé. Bizarre comme guet-apens. Pourtant le président mal élu Jovenel Moïse a parlé d'un ''acte terroriste". Assurément, des terroristes qui n'ont pas eu leur entraînement sous la performante direction de Daesh et de la CIA. Tant mieux pour le président. Peut-être qu'à Nice, à Paris, en Belgique, ces terroristes eussent été plus efficaces. Il se peut que le décor archelois ne les ait pas bien inspirés. N'empêche que le *bananant* Jovenel a utilisé un langage très fort, j'allais dire terrorisant.

Un langage si fort que le sénateur Youri Latortue, lui qui faisait partie du cortège présidentiel, a *bémolisé* le propos de Jovenel. Il a en effet mis un bémol à l'excès de langage de son président. Il a préféré parler d'«acte de banditisme». On a l'impression que le président du sénat a parlé en connaissance de cause. Vieux routier de la politicaillerie haïtienne, il sait d'instinct que dans les rangs des écumeurs des avenues de l'État, il n'y a pas de ''terroristes" au sens *Al Qaedant* du terme: il n'y a que des habitués du banditisme de haut vol, du bacouloutisme à toute épreuve et du décherpillisme le plus performant qu'on puisse imaginer.

22 avril 2017



Zafè Guy Philippe la: nan kisa nou tonbe la a?

Nouvel la tonbe tankou yon bonm, Guy Philippe plede koupab nan yon tribinal Miyami. Nouvel sa a pa siprann anpil moun. Men tou, gen anpil lòt li mete nan kè sote. Sa k ap pase sou dosye Guy Philippe la mande anpil refleksyon sou eta sosyete nou ladan an, sou eta dirijan nou yo ak eta enstitisyon yo. Paske, reyalite sa a mete Leta a ak tout sosyete a toutouni. Li mete nan lari, nivo ipokrizi, koken ak mètdam politisyen nou yo.

Se pou sa, m ap pati sou dosye Guy Philippe la pou m pote kèk eleman refleksyon, non sèlman dosye sa a, men sitou, sou eta pouriti Leta a ak sosyete nou an. Pou mwen fè sa, m ap fè yon ti chita sou eta Leta ak sosyete nou an epi m ap eseye pote kèk refleksyon pou n al pi lwen.

Yon Leta pouri ak yon jistis pouri andedan yon sosyete malad

Gen anpil bel mo mwen renmen tande nan bouch plizyè dirijan ak politisyen pa bò isit. Mo sa yo se: estabilite, ranfòse Leta, ranfòse lajistis. Estabilize kisa? Ranfòse ki Leta ? Ranfòse ki jistis ?

Sou pawòl estabilite a, nou ta dwe mande tèt nou kisa nou vle estabilize a ?. Lè nou gade kantite mizè, chomaj, kòripsyon ak sitiyasyon depandans peyi a ap viv la, nou ta dwe di tèt nou eske nou ka konstui yon estabilite sou reyalite sa a. Eske se sitiyasyon sa a nou vle estabilize a ?

Yon lòt bò, nou di tou fòk nou ranfòse Leta a. Men anmenm tan, anpil nan nou konstate oubyen dakò nou gen yon Leta ki pouri jouk nan zo, ki gangrenennen ak kòripsyon, yon Leta anti nasyonal k ap aji kont peyi a ak kont pèp la, yon Leta k ap pwoteje enterè kapitalis entènasyonal la kont enterè peyi a. Si nou gade konpòtman otorite nan Leta sou dosye kolera a, nou ka konstate verite sa a. Olye otorite k ap dirije Leta a kanpe bò kote viktim yo, se wòl avoka Nasyonzini otorite yo ap jwe. Nou ta ka pran anpil lòt egzanp si nou vle. Annik gade ki wòl Leta a jwe nan defann enterè peyi a lè gen kontra k ap siyen ak mouche blan kapitalis yo. Olye yo defann peyi a, otorite yo plis ap gade kisa yo ka jwenn nan kontra k ap siyen an. Sèten enstitisyon nan Leta a menm al travay nan konpayi yo te siyen kontra ak li a, apre yo fin kite Leta a. Eske se Leta sa a nou vle ranfòse a ? Kouman nou fè imajine nou ta ka ranfòse yon Leta pouri ?

Menm pwoblèm nan poze pou aparèy jistis la. Anpil moun di jistis la fèb, nou dwe ranfòse lajistis. Dapre moun sa yo, si jistis la te fò, yo t ap jije Guy Philippe nan peyi a. Se pa gouvènman ameriken ki t ap jije li. Men, eske nou ka gen yon sistèm jidisyè ki sen, eske nou ka gen yon enstitisyon ki sen, nan yon Leta pouri ? M pa kwè sa. Dayè tout moun konnen Guy Philippe gen akizasyon ki pandye sou do li sou atak ki te fèt sou Komisarya Okay la. Se jouk lè ameriken fin arete Guy Philippe, jij ki sou dosye atak Okay la ap mande pou lapolis trennen Guy Philippe mennen ba li. Jij la fè kòmsi se anba tè l ap viv, li pa okouran arestasyon Guy Philippe la. Tout moun te konnen tou, Guy Philippe gen yon manda entènasyonal dèyè li, men sa pa anpeche tout enstitisyon pouri nan Leta a (Lajistis, PNH, KEP) ba li tout sa li bezwen pou li kandida jouk li eli senatè.

Sa k pi grav la, tout sosyete a aksepte sitiyasyon pouriti sa a n ap viv ladan an. Sitwayen/èn yo prè pou yo vale nenpòt grenn pwazon otorite yo ba yo bwè. Moun ki gen move dosye tankou Guy Philippe, moun ki enplike nan piye kès Leta a, moun ki gen lajan, moun ki pa gen karaktè, se yo ki gen



Guy Philippe plede koupab nan yon tribinal Miyami. Nouvel sa a pa siprann anpil moun. Men tou, gen anpil lòt li mete nan kè sote.

lavwa ochapit nan sosyete a. Se yo ki gen mikwo laprès pou yo pale nan tout gwo emisyon yo. Se yo ki gen mil goud pou yo bay pou moun al vote yo. Pafwa gen jounalis ak politisyen ki mete yo nan lis moun ki pi serye nan peyi a. Ou gen enpresyon, se yo ki model. Se pa Leta a ak enstitisyon ki ladan yo sèlman ki pouri, menm legliz la touche anba viris ki atake Leta a. Sa ki fè li difisil pou jwenn moralite a menm anndan legliz. Nan òganizasyon dwa moun yo, sitiyasyon an pa diferan. Enstitisyon ki la pou veye konwonpi yo ap benyen nan kòripsyon.

Tout sa montre nan ki nivo sosyete a malad ak nivo pouriti enstitisyon nou yo ak tout Leta a. Se reyalite sa a ki fè moun ki nan dwòg, moun ki nan blanchiman, moun ki nan kòripsyon ka rive prezidan, senatè, depite oubyen rive nan lòt pòs enpòtan nan Leta a.

Ann pouse kabwèt nou pi lwen

Si nou vle fouye koze Guy Philippe la, gen anpil kesyon enpòtan pou nou ta poze. Pami yo, se kijan Guy Philippe fè rive kote li ye a ? Guy Philippe soti nan lame, li patisipe nan yon gwo mouvman ame kont Aristid, anpil moun mouri nan mouvman sa a, li jwenn gwo aplodisman nan men yon seri gwo anbasad pou patisipasyon li nan mouvman an epi li vin senatè san pwoblèm. N ap raple Guy Philippe pa premye moun ki al jije Etazini pou dwòg. Gen plis pase 40 moun malfini an pase men pran nan peyi a pou al jije lakay yo. Men nan ka Guy Philippe la, nou te konstate lwa nasyonalis la te monte nan tèt anpil moun. Yo pa gen pwoblèm pou mouche blan ba yo pouvwa, pou mete yo depite, senatè, minis, anbasadè elatriye, yo dakò kolabore ak minista, men yo nasyonalis pou Guy Philippe.

Depi kèk tan nou konstate mòd moun ki gen move dosye sa yo, patikilyèman dilè dwòg ak moun ki nan kòripsyon yo, ap pran enstitisyon Leta yo daso. Politisyen k ap regle zafè ti koulout yo pouse popilasyon an al manifeste pou Guy Philippe. Anba enfliyans moun ki vle pwoteje tèt yo, yo menm rive fè Sena Repiblik la pran yon rezolisyon pou kondane arestasyon Guy Philippe la epi mande pou Guy Philippe retounen vin jwenn yo nan Sena a. Sena a ki ta dwe yon enstitisyon ki gen kapasite pou fè respekte dwa granmoun peyi a, pran yon rezolisyon tèt anba ki fè li mete pwòp tèt li nan yon sitiyasyon difisil. Senatè yo plis okipe nan regle zafè pèsonèl yo, koze sibvansyon an milyon nan Leta pouri a, olye li regle zafè Repiblik la.

Alòs, nou ka konstate pawòl estabilite a, pawòl ranfòse Leta ak ranfòse lajistis la, se yon bann pawòl ki pa chita sou anyen. Rafòse Leta a ak aparèy jistis la, se tankou ranfòse yon panye zoranj ki pouri. Si w mete kèk bon zoranj ki byen pòtan, nan yon panye zoranj ki pouri, se zoranj pouri yo k ap gen laviktwa sou bon zoranj yo. Kidonk, se panye zoranj lan pou nou chavire, se pa ranfòse pou nou ranfòse panye zoranj pouri a. Se menm lojik pyese pantalon pouri a. Eske nou ka plede ap pyese yon patalon, si nou konnen se twal la menm ki pouri ? Non, apre chak pyès ou mete, se twal la k ap kontinye chire. Nan sans sa a, se pantalon an pou nou chanje, se pa pyès pou nou kontinye mete ladan.

Se nan sans sa a m ap di, pa gen okenn chanjman reyèl nou ka fè ak Leta pouri sa a, pa gen okenn chanjman reyèl nou ka fè ak jistis pouri nan Leta pouri a. Batay la jounen jodi a, se batay pou chanje panye zoranj lan, batay pou chanje pantalon pouri a. Nou, antouka moun ki vle chanjman toutbon yo, nou pa gen pou nou ni estabilize Leta pouri a, ni rafòse li ak tout jistis pouri a, **nou gen pou nou trasfòme Leta a, chanje Leta a, nan kad batay pou tabli yon lòt kalite sosyete a.**

Guy NUMA
Animatè sosyal
Edikatè Popilè

UNNOH anonse 2 jounen grèv avètisman 8-9 Me 2017 la



Josue Merilien

Biwo Ekzekitif UNNOH voye yon gwo kout chapo pou tout Pwofesè, etidyan,elèv, paran ak ti pèsonèl nan sektè edikasyon epi mande yo leve kanpe alawonnbadè nan tout 10 depatman jerografik peyi a nan dat 8 ak 9 Me 2017 la pou rele : Aba salè pwatrinè, aba move kondisyon travay, viv yon lòt lekòl epi mande :

1. - Peye tout aryere salè, nonmen tout pwofesè, tout finisan Lekòl Nòmal Syperyè, Lekòl Nòmal enstititè, CEFEF, FIA ;
2. Ajiste salè yo nan menm nivo kou lavi a monte epi bay tout anseyan yon salè debaz 60.000 mil goud nan kad aplikasyon griy salè a, plis avantaj sosyal epi aplike.
3. aplike lwa sou frè eskolè yo, epi fè lwa pou reglemante estati pwofesè ;
4. Bay edikasyon 35% nan bibjè nasyonal la (4% pou anseyman siperyè piblik la ki gen sèlman 0, 55% jounen jodi a nan bidjè nasyonal la) epi tabli bonjan kondisyon travay nan tout lekòl alawonbadè ;
5. Refè tout lise ak lekòl nasyonal ki kraze nan 12 janvye ak repare sa ki merite repare epi bay tout lekòl nasyonal yo frè fonsyonman yo;
6. Mete nan tout peyi-a bonjan lekòl leta pou pèmèt tout pitit pèp la ale lekòl gratis ;
7. Mete kafeteria nan lekol ak invèsite pou tout elèv, etidyan, pwofesè jwenn yon pla cho chak jou. Fòk PNCS ranpli wòl li kòm sa dwa.
8. Remèt bay tout pwofesè ak rès pèsonèl yo kat asirans yo epi amelyore sevis asirans la ak sèvis Kredi Pam nan BNC ki pa bay sèvis vre.

N ap leve kanpe nan tout peyi a nan dat 8 ak 9 me pou mande gouvènman an ranmase eskanp figi l nan zafè ledikasyon, sispann maltrete anseyan yo ki se poto mitan ledikasyon ak tout lòt travayè yo nan sektè a.

N ap fè remake, yon milyon goud yo bay yon senate pou li manje pwason nan yon wikenn paskal kapab peye 111 pwofesè. Kidonk76 milyon goud ki gagote nan men palmantè yo te ka peye plis pase 8 444 pwofesè lekòl.

Kesyon pou nou dwe poze tèt nou :eske yon palmantè ka gen plis enpòtans pase yon pwofesè lekòl ki la pou fome ni palmantè yo ak lòt moun andedan sosyete a ? Sou ki baz yon gouvènman ka pèmèt bay palmantè, ki genyen twòp nan men-l déjà, yon kantite kòb konsa ki vo salè plis pase 111 pwofesè ? Eske nou ka kontinye aksepte Zak eskandal piblik sila yo ?Nou pa gen lòt chwa : batay jouk sa kaba pou sa chanje. leve kanpe nan tout peyi a nan dat 8 ak 9 Me 2017.

Pou Biwo ekzekitif UNOOH : Josue Merilien, Mona Bernadel ak Ebens Cadet

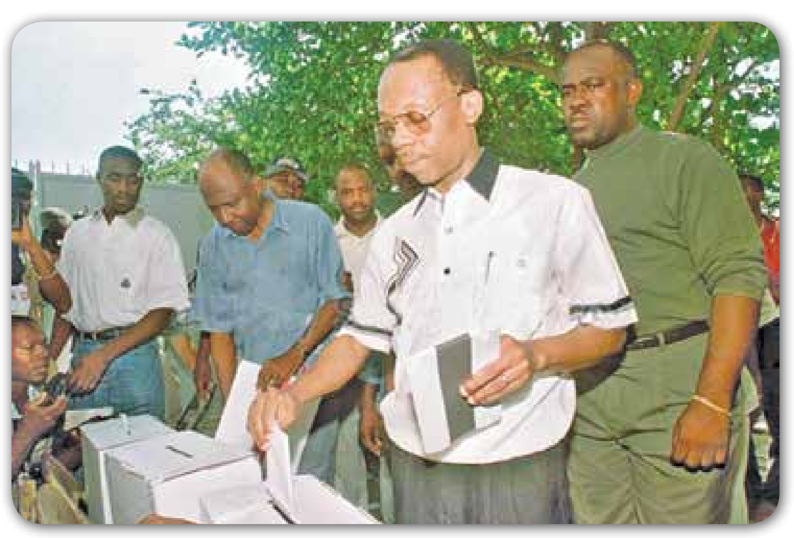
Haïti : le capitalisme des paramilitaires

Jeb Sprague-Silgado *5ème partie*

La configuration des forces de classe durant cette quatrième phase

Il est important de connaître la composition des groupes d'élites en Haïti pour comprendre les conflits sociaux historiques continus dans le pays. Depuis sa fondation, Haïti a eu une classe dirigeante bipolaire : 1) ce qui était auparavant la « bourgeoisie comprador » (en grande partie métisse au 19e siècle et « blanchie » encore plus par les migrants européens et du Moyen-Orient au début du 20e siècle) contrôla dans le passé les intérêts commerciaux dans les ports. Aujourd'hui nombre d'entre eux recherchent des relations d'affaires compétitives à l'échelle globale, possèdent une grande quantité de bâtiments et de biens immobiliers, et certains sont impliqués dans les zones de transformation d'exportation du pays, et 2) l'ancienne oligarchie propriétaire foncière qui cherche maintenant à travailler avec des agences transnationales aux intérêts agricoles. Connus sous le nom de « grandon », cette oligarchie tend à être plus nettement (mais pas exclusivement) composée de descendants Afro-Caribéens. Elle domine l'armée (avec des exceptions visibles, comme Cédras) grâce au régime de François Duvalier. Avant Duvalier, l'armée haïtienne était dominée par des métis, à cause de la politique raciste des responsables de l'armée américaine, mise en place pendant leur occupation entre 1915 et 1934. Il est évident qu'il existe différents niveaux et fractions au sein de la bourgeoisie du pays et des élites de la diaspora.

Il existe également différents segments et fractions au sein des petites classes moyennes et des classes populaires du pays. Il est donc important de se pencher également sur la composition de leur formation sociale **[9]**. La base de Fanmi Lavalas (FL), le plus grand parti politique officiel du mouvement Lavalas (avec ses principes démocratiques et anti-duvaliéristes), est inscrite dans les classes populaires : les ouvriers, paysans, habitants des bidonvilles, vendeurs ambulants, chômeurs et marginalisés, et d'autres à l'extérieur d'Haïti qui appartiennent aux couches sociales supérieures composées de grands propriétaires fonciers et de grands propriétaires d'entreprises. Au fil des décennies depuis son ascension initiale, face à des attaques constantes et avec ses propres contradictions et problèmes internes, Lavalas est restée populaire parmi certains groupes de la population ; mais a perdu le soutien des autres. Pendant cette période, il y eut aussi une croissance des groupes évangéliques conservateurs, et l'expansion de certaines couches moyennes dans le pays.



Votant à Tabarre lors des élections du 21 mai 2000, le président Lavalas Jean Bertrand Aristide accompagné de père Gérard Jean-Juste et de son chef de sécurité Oriel Jean

Alors que l'opposition politique était majoritairement composée de secteurs sociaux privilégiés au début des années 2000, une fraction des couches moyennes du pays et de la bourgeoisie demeuraient neutres ou en bons termes avec le gouvernement élu du pays (certaines étaient liées aux officiels de FL par des liens familiaux ou commerciaux). Alors que la base de soutien de FL restait largement inscrite dans les quartiers populaires et les zones rurales pauvres, il y avait également bien sûr différentes communautés qui ne soutenaient pas le gouvernement.

Le gouvernement FL souffrit également de l'opportunisme et des luttes internes dans ses rangs, tout comme d'autres gouvernements en Haïti, et ces tensions furent finalement mises en évidence par des difficultés considérables dans le cadre d'un embargo américain sur l'aide à l'État haïtien, qui réduisit radicalement le budget national du gouvernement (Beeton, 2006). Le projet politique de Fanmi Lavalas consistait essentiellement en une tentative d'instauration d'un programme démocratique et réformiste à travers un appareil d'État extrêmement affaibli et qui, par sa nature même, était impliqué dans le maintien de l'intégration accrue du pays dans l'économie capitaliste globale. Tout en ne rompant jamais avec de nombreuses politiques pro-marché (comme, par exemple, après avoir subi une pression énorme, son ouverture d'une zone de libre-échange dans le nord du pays), le projet Fanmi Lavalas était encore trop radical pour un système de classes fondé sur un tel gouffre d'inégalité. Il remettait en question l'histoire locale, faite d'exclusion politique et d'injustice, d'un État haïtien longtemps tenu sous contrôle dictatorial et abritant des élites militaires et politiques habituées à l'impunité. De plus, dans cette nouvelle ère globale, la soumission politique presque complète est devenue une exigence propre à l'introduction de nouveaux investisseurs capitalistes dans un paysage économiquement sous-développé. Ce projet souverain, dont les réformes étaient pourtant fort modérées, se fit hélas de nombreux ennemis. Et la confrontation ne fit que s'intensifier avec l'affaiblissement de l'État provoqué par l'assaut des paramilitaires et l'effet écrasant de l'embargo sur l'aide au pays.

Flynn et Roth (2010) ont détaillé la façon dont le premier et le second gouvernement d'Aristide (1991, 1994-1995 et 2001-2004) ainsi que le premier gouvernement de Préval (1996-2001) entreprirent d'importantes politiques d'investissement social visant à élargir l'accès aux besoins de base de la population. Ils promurent également des aspects de la gouvernance qui avaient longtemps été ignorés, comme l'application de la loi contre les terroristes paramilitaires et leurs commanditaires (Concannon, 2000-2001) **[10]**. Il y eut un effort concerté (ignoré par de nombreux chercheurs qui ont écrit sur la politique contemporaine en Haïti (tel que: Dupuy, 2006; Fatton, 2007; Quinn, 2010)) de renforcement et de démocratisation de la magistrature haïtienne à la fin des années 1990 et au début des années 2000, quand un certain nombre de ces gens de droite violents furent jugés et arrêtés pour la première fois dans l'histoire de la nation (Concannon, 2000 ; Sprague, 2012). Les gouvernements Lavalas augmentèrent également le salaire minimum et concentrèrent une grande partie de leurs maigres ressources sur l'éducation et la santé. En comparaison, la destitution d'Aristide en 1991 puis en 2004 fut suivie par des vagues de terreur paramilitaire, ciblant les quartiers populaires. Les coups d'État furent également suivis par des tentatives de mise en place d'opérations minières qui violaient la constitution du pays (Sprague-Silgado, 2016) et d'autres politiques de « doctrine de choc » qui n'avaient pas été possibles sous Lavalas. Ces faits, en plus de la campagne d'Aristide pour retirer définitivement l'armée de la constitution du pays, signifiaient que le projet Lavalas posait des difficultés non seulement pour les privilèges traditionnels de l'ancien ordre, et reposait sur un agenda politique qui ne correspondait pas toujours aux intérêts du capital transnational. La corrélation prédominante des forces dans ce pays dépendant de l'aide au développement rendait extrêmement difficile la menée à bien d'un tel projet réformiste.

Au début du mois de février 2004, la situation sécuritaire commença à se dégrader après des années de campagne paramilitaire du FLRN affaiblissant la police du pays qui manquait de ressources. Les paramilitaires commencèrent à occuper plus de villes en Haïti centrale et des militants armés issus de certains des bidonvilles les plus pauvres du pays, y compris des quartiers populaires Cité Soleil et Bel-Air, ainsi que d'autres régions du pays, furent assemblés de façon assez maladroite afin de renforcer les dernières défenses de la police dont les effectifs diminuaient. Ces groupes armés, appelés « gangs de rue » et « chimères » par Dupuy (2006), ont été décrits par d'autres comme des « organisations populaires (OP) » et des « militants anti-coup d'État » (Hallward, 2008 ; Pina, 2005, 2007). Comme je l'ai déjà mentionné, il n'existe pas de motifs raisonnables pour conclure, malgré les actions d'un petit nombre de partisans et de policiers d'Aristide, que la politique du gouvernement d'Aristide était de faire taire la dissidence par la violence (Sprague, 2012a : 13). Une tentative hâtive et mal organisée de défendre le pays au début de 2004 n'empêcha pas le retour des paramilitaires. Comme le souligne Hallward (2008), attaqué de tous côtés, le gouvernement FL fit une erreur en ne développant pas plus tôt une milice plus disciplinée pour repousser les attaques paramilitaires. Étant donné que les forces du FLRN étaient relativement faibles en nombre et se montraient lâches dans plusieurs combats (comme à la bataille de Milot en 2004), la stratégie alternative aurait pu être couronnée de succès. Pourtant, comme le soutiennent certains critiques favorables au FL, cela aurait probablement déclenché une intervention américaine encore plus rapide. Malheureusement, tous ces scénarios restent spéculatifs ; ce qui se passa fut finalement l'usure et le renversement du deuxième gouvernement d'Aristide par le régime de Bush, en dépit du soutien populaire de Lavalas.

Suite à la destitution, la police du gouvernement fut démantelée par les autorités post-coup d'État, avec le renvoi de nombreux officiers fidèles dont certains furent traqués (un processus supervisé par Youri Latortue). C'est aussi à cette époque que la dictature post-coup d'État, avec le soutien de l'OEA, des États-Unis et de l'ONU, supervisa l'intégration de 400 paramilitaires de l'ancienne armée dans la police. Une partie de ce travail fut menée dans le cadre du programme DDR (Désarmement, démobilisation et réintégration) de l'ONU avec le soutien des États-Unis (Camilien, 2012). Parallèlement, dans les mois qui suivirent le coup d'état, des manifestations pacifistes anti-coup d'État se firent souvent agressées violemment par les escadrons de la mort masqués et la police du régime (Griffin, 2004 ; Pina, 2005, 2007) **[11]**. Pendant cette période, certains des groupes armés qui s'opposaient au régime post-coup d'État furent impliqués dans des enlèvements et des actes criminels à Port-au-Prince. Cependant, la violence commise par un petit nombre de partisans du gouvernement évincé se produisit dans le contexte d'une rupture de l'ordre civil et après des mois d'attaques paramilitaires dans les quartiers populaires. En comparant les données recueillies par les études sur les droits de l'homme, il est clair que la violence sporadique des groupes armés dans les quartiers populaires pâlissait par rapport aux campagnes nationales conduites par les forces paramilitaires à plus long terme (Hallward, 2008 ; Kolbe and Hutson, 2006).

Comme avec tous les processus historiques, on ne peut réduire l'histoire récente d'Haïti à seulement une lutte du bien contre le mal. Il est important de reconnaître la complexité de la composition des groupes qui soutiennent Lavalas, ainsi que les groupes d'opposition politique et d'autres secteurs du pays, ainsi que la façon dont certaines parties de la population, aliénées et passives, même dans des situations de violence, étaient trop occupées à survivre au jour le jour pour s'investir politiquement. Il y avait de nombreux griefs justifiés de tous côtés, et il faut dire que beaucoup de sympathisants de l'opposition ne se rendirent pas compte de la mesure dans laquelle les dirigeants de l'opposition travaillaient avec les escadrons de la mort paramilitaires qui étaient des anciens de Fad'H. Cependant, une partie importante de l'opposition adopta les escadrons de la mort paramilitaires. Comme l'attestent également les télégrammes de l'ambassade des États-Unis, la foule de l'opposition applaudit l'entrée des paramilitaires de la FLRN à Port-au-Prince en mars 2004 (Sprague, 2012a). Comme le souligne Fatton (2002), il faut aussi examiner un conflit politique dans un contexte économique fortement sous-développé à la lumière de la concurrence extrême pour les ressources limitées. Il faut comprendre la nature de classe des conflits sociaux contemporains à la lumière de leur intégration dans la globalisation capitaliste et de diverses situations contingentes.

Il faut examiner la contestation politique à la lumière de ces complexités et de ces contradictions. Les responsables de FL, qui promouvaient un programme réformiste, furent élus populairement pour des postes au sein d'un État capitaliste privé de ressources. Cela signifiait que ces représentants du gouvernement concluaient dès le départ des transactions et des compromis avec les intérêts puissants. Une petite fraction de la bourgeoisie libérale (et de la petite bourgeoisie) resta favorable ou continua d'interagir avec les dirigeants Lavalas lors du coup d'État de 2004. Le gouvernement FL, tout au long de son mandat, fit constamment des propositions au monde des affaires ; mais les classes supérieures locales et de la diaspora continuèrent de s'y opposer fortement. Plongé dans un climat politique désespéré, le projet réformiste accueillit de nombreux opportunistes qui quittèrent le navire dès que le vent se mit à changer de sens. La coalition politique officielle de l'opposition (assistée par des institutions de l'Amérique du Nord et de l'UE de « promotion de la démocratie » orientées vers les élites) était composée de propriétaires d'ateliers d'exploitation, de néo-duvaliéristes, d'anciens colonels militaires, de quelques anciens politiciens de Lavalas, de quelques groupes d'étudiants issus de la principale université, de représentants des milieux d'affaires locaux, d'un certain nombre d'ONG, des dirigeants syndicaux soutenus par des donateurs étrangers, ainsi que des membres de l'intelligentsia proches des agences internationales actives dans le pays. Les grands médias ont souvent dépeint l'opposition comme étant pacifique ; mais surtout, comme étant autonome par rapport à l'insurrection paramilitaire (Macdonald, 2008). Selon Macdonald (2008), la plupart des dirigeants de l'opposition ont, à un moment ou à un autre, travaillé avec les paramilitaires. De plus, certaines des élites puissantes qui soutenaient l'opposition avaient des liens historiques étroits avec les forces paramilitaires et de l'ancienne armée. Comme l'ont démontré les journalistes du New York Times, les programmes de renforcement de la coalition dans l'opposition ont bénéficié d'une formation et d'un soutien financier de la part de puissants donateurs étrangers, surtout des receveurs de subventions du Département d'État américain comme le International Republic Institute (IRI) (Bogdanich et Nordberg, 2006). Nous voyons ici la double nature de l'hégémonie dans le contexte contemporain : une stratégie consensuelle de polyarchie se produisant parallèlement à une reconstitution de mécanismes répressifs (paramilitaires) pour la domination d'une classe.

Un grand nombre de groupes sociaux soutinrent le FLRN au cours des événements précédant le coup d'état de 2004. Certains de ces groupes n'étaient composés que d'une poignée d'individus. D'autres en contenaient des centaines qui apportèrent leur soutien à un moment ou à un autre. Pour élaborer ce point plus clairement, ils ont été divisés en dix sous-groupes comme suit :

(1) Les Duvaliéristes et les « Blancs » de droite : En dessous des familles les plus riches et les plus connues d'Haïti, on trouve une fraction de bourgeois à la peau claire (dont un nombre considérable sont d'origine levantine) **[12]**.

suite à la page(16)

Haïti : penser l'éducation populaire

Par Saül JACINTHE

L'éducation populaire est-elle un mouvement social ou un mouvement populaire? L'éducation populaire est-elle une question de justice sociale et de démocratie? En quoi l'éducation est-elle différente de l'éducation populaire? Toutes ces questions renvoient forcément à la question de l'éducation populaire qui est en elle-même très complexe. D'une part, la composition du thème ou le concept « populaire » précédé de l' « éducation » renvoie à une généralité et non le contraire, tout dépend du point de vue. D'autre part, l'histoire de l'éducation populaire évoque un contenu multiple et varié qui passe d'une affirmation à son contraire. En effet, pour pallier à ces incertitudes fondamentales, notre questionnement se positionne dans un contexte haïtien lié aux mouvements d'actions populaires à la fin du XXème siècle. Ainsi, si l'éducation populaire est une action portée par l'homme en situation dans le but de transformer le monde (1), en quoi les mouvements d'actions populaires permettront-ils de penser l'éducation populaire en Haïti?

Qu'est-ce que l'éducation populaire?

D'un point de vue général, l'éducation populaire au départ pose un problème lié à sa dimension. C'est-à-dire qu'il est difficile de penser l'éducation populaire en tant que concept ; car elle est susceptible d'appropriation et chacune d'elle « éducation » et « populaire » nécessite une redéfinition, tout dépend de l'endroit où l'on parle. Ce problème est d'autant plus complexe quand il s'agit de penser l'éducation populaire dans un système de valeur absolue, car elle est liée au présent ce qui rend complètement impossible tout système de penser autoritaire. C'est pour dire que l'éducation populaire est une expérience unique, qu'elle naît d'une prise de conscience à la fois personnelle et collective (les Francis 2008) (2). Elle insiste à sortir des modalités institutionnelles traditionnelles dans le but de promouvoir une sorte de contre-institution, c'est-à-dire de s'approprier des non-savoirs et des non-dits de « nos » institutions. En effet, à travers ce processus, l'objectif de l'éducation populaire est d'émanciper les individus et le collectif, de questionner les rapports sociaux et de se constituer comme contre-force et comme contre-institution dans le but de faire progresser positivement le corps social.



Un enseignant et des élèves qui n'ont pas de manuels scolaires ou de fournitures, dans une école nationale à Darbonne. Photo: AKJ/Marc Schindler Saint Val

Rencontre entre éducation populaire et les actions populaires et communautaires en Haïti.

Les références concernant l'éducation populaire en Haïti sont rares et peu précises. A défaut, L. Auguste Joint dans L'éducation populaire en Haïti (1996) (3), reste un classique incontournable sur cette question. L'auteur situe le début de l'éducation populaire en Haïti avec celui des mouvements d'actions populaires entre la fin des années 60 et le début des années 70. Ce qui fait des « Ti komité Legliz » les premières organisations communautaires et populaires en Haïti.

De l'opération LABORDE en passant par les premières ONG Françaises et Chrétiennes, les premiers textes fondateurs des mouvements d'actions populaires furent « Ti 28 », un BD dessiné par une institutrice Belge, qui a révolutionné le catéchisme dans un premier temps, dans le Sud du pays puis, dans tous les diocèses du territoire national. Ensuite, sont venues les organisations de Pilate, dont les actions furent portées sur la question de l'économie rurale à savoir le café, les méthodes d'alphabétisation de « Ti Jan Kanpé », puis PAPAYE vers la fin des années 70. Ainsi, nous pouvons résumer, d'après les écrits de L. Auguste Joint, les premiers mouvements d'actions populaires en Haïti qui étaient apolitiques, mais essentiellement sous tutelle des congrégations étrangères.

Sans plus tarder, le passage des mouvements d'actions populaires dans la sphère de la politique se fait avec les latino-Américains, surtout avec la Théologie de la libération. Cette phase consiste à apporter au discours fondateur une ère de politisation qui était à la base un souci de faire évoluer les milieux ruraux à travers des actions populaires telles que: l'alphabétisation, l'économie rurale, bref la réaffirmation du monde rural. En d'autres termes, la politisation des mouvements d'actions populaires entraîne une dénaturation de leurs actions en les vidant de leur contenu initial, pour les remplacer de manières imprévisibles, vraisemblables et irréversibles, d'où le discours politique porté par les « Ti Komité Legliz » et les organisations politiques de l'époque qui s'autoproclament en tant que mouvement populaire. Il est suivi par une récupération nette et claire du discours politique qui s'articule à travers la transformation complète et définitive des actions populaires, d'où le phénomène LAVALAS.

Ainsi, L. Auguste Joint (1996), définit l'éducation populaire dans le contexte haïtien comme suit: « *Elle est constituée comme un processus de conscientisation (prise de conscience) et d'organisation populaire pour lutter contre les injustices sociales (le duvaliérisme), pour transformer une société de classes contradictoires en une société plus juste et égalitaire* ».

Il a été démontré, selon L. Auguste Joint, que l'éducation populaire avait été lancée dans un contexte social particulier selon lequel plusieurs organisations et mouvements populaires dénonçaient l'isolement de la paysannerie et l'injustice sociale des « tontons makoutes » durant la période de la dictature des Duvalier. Ce rapprochement n'est pas anodin quand on sait que l'éducation populaire a eu un élan significatif au XIX siècle, période principale de l'exploitation ouvrière et de l'injustice sociale qui rongeaient l'Europe. En d'autres termes, l'éducation populaire est inscrite dans une lutte acharnée contre les forces d'institutions traditionnelles, telles que l'Eglise catholique au XVIIème siècle, le capitalisme au XIX et la dictature au XX siècle.

Ainsi, si l'éducation populaire fut depuis toujours un mouvement d'actions populaires contestataires dans le continent européen et dans l'Amérique Latine, par conséquent n'est-il pas plus logique de penser le début de l'éducation populaire avec celui des revendications populaires en Haïti? Car ce pays a connu plusieurs grands mouvements contestataires de grande ampleur comme les mouvements contre l'occupation américaine (1915), la lutte de 1846, et qui plus est la grande révolution de 1804. Ces mouvements contestataires seraient incontournables pour une histoire haïtienne de l'éducation populaire. De ce fait, dans une perspective historique qui se marie d'avantage avec la tradition haïtienne des mouvements d'actions populaires, comment repenser l'éducation populaire aujourd'hui?

Comment repenser l'éducation populaire en Haïti aujourd'hui?

Si l'éducation populaire est une lutte contre les situations épouvantables et inhumaines des êtres humains et l'isolement d'une majorité par la minorité l'enjeu central reste l'éducation, dit G. Bonnefon. Ainsi, si les mouvements d'actions populaires et communautaires en Haïti ont pour objectif la répartition des richesses et la lutte contre l'idéologie capitaliste qui se veut toujours être insatiable, l'enjeu cette fois-ci est la révolution. En effet, l'éducation populaire doit essentiellement trouver sa raison d'être dans les mouvements d'actions populaires pour atteindre son but qui serait l'émancipation de la population. Ainsi, cette dernière doit se forger une existence dans le contexte actuel du pays souillé par une occupation vieille de dix-sept ans et par une gouvernance motivée par l'argent, le pouvoir, l'ignorance et le plaisir instinctif.

En effet, l'éducation populaire doit trouver sa place dans les usines à travers des mouvements syndicaux, dans la paysannerie à travers les luttes contre l'agriculture industrielle et dans les quatre coins du pays contre l'analphabétisme, l'ignorance et l'obscurantisme. L'ambition haïtienne de l'éducation populaire aujourd'hui doit trouver son ancrage dans le contexte actuel des luttes pour l'intégration de la femme et des handicapés et contre le chômage de masse. Ainsi, redonner sens aux mouvements sociaux en Haïti serait un premier pas vers l'éducation populaire, c'est-à-dire vers l'émancipation du peuple haïtien.

Notes

1. Gérard Bonnefon, Penser l'éducation populaire : humaniste et démocratie, ed. Chronique classique, 2006.
2. Albert RESTON, Education, populaire, enjeu démocratique. Défis et perspectives, Dir. Ed. Harmattan, 2008.
3. L. Auguste Joint, éducation populaire en Haiti, l'Harmattan, Paris, 1996.

Pleading Guilty, Guy Philippe Cuts Deal with U.S. Attorney for Lighter Sentence



Judge Cecilia Altonaga will set Philippe's sentence in Miami on Jul. 5, 2017 at 8:30 a.m.. As in most plea deals, she will likely follow the U.S. Attorney's recommendation.



On Apr. 24, Guy Philippe signed an agreement admitting that he "knowingly used his position as a high-ranking Haitian National Police officer to provide protection for [the] shipments of drugs and drug proceeds into Haiti in exchange for cash payments."

By Kim Ives

Former Haitian paramilitary leader and Senator-elect Guy Philippe sealed a plea bargain today with the U.S. Attorney's office to get a lighter sentence in return for pleading guilty to just one count of money laundering.

In return, the U.S. government dropped its other two charges of "Conspiracy to Import Cocaine into the United States," which carries a sentence of 30 years to life in prison, and "Engaging in Transactions Derived from Unlawful Activity," which carries a 10 year sentence.

The charge to which Philippe, 49, pleaded guilty – "Conspiracy to Launder Monetary Instruments" – carries a 20 year maximum sentence, but as part of the deal, prosecutors recommended Philippe be sentenced to only nine years.

Judge Cecilia Altonaga will set Philippe's sentence in Miami on Jul. 5, 2017 at 8:30 a.m.. As in most plea deals, she will likely follow the U.S. Attorney's recommendation.

Parole cannot be granted in federal cases, but the government can give Philippe a 15% reduction in his prison term for "good conduct," meaning he could be out in seven and a half years or 2024.

The hearing to change Philippe's Jan. 13 plea of "not guilty" took place in Miami on Mon., Apr. 24 at 2:30 p.m. and took all of 21 minutes. In addition to the defendant, in attendance were lawyers Mark A. Irish, Lynn M. Kirkpatrick, and Andy Camacho for the U.S. Attorney's office, and Alan Shelley Ross and Zeljka Bozanic representing Philippe.

"We were contacted by the U.S. Attorney's office quite recently, proposing a plea bargain," said Ross. "We were prepared to go to trial, but if you go to trial and you lose, you get whacked."

In March, Judge Altonaga rejected acting U.S. Attorney Benjamin Greenberg's motion *in limine* to bar evidence that might show that the money Philippe laundered came from "the United States government or people authorized to work on behalf of the United States."

Asked why the government had initiated a deal, the U.S. Attorney's Special Counsel Sarah Schall told *Haïti Liberté* "the government won't comment on plea negotiations."

Asked if Altonaga's March ruling could have motivated the U.S. government to make a deal, Mr. Ross was noncommittal. "It's difficult to say," he said. "They understood, as everyone did, my client's history of participating in the coup against Aristide, in which the U.S. had a role. It has been discussed as part of this case, and there may have been concern that things might leak out that they didn't want."

But Ross suspected that "the age of the case played an important part in their decision" to make a deal because "the case is old – dating back to 1999 to 2003. It's difficult to remount the effort because some people who were in jail are no longer in jail, and it's difficult to get certain records and witnesses."

"I don't care what the motive is," Ross concluded. "I just care about the result."

To get the deal, Philippe had to agree to the U.S. government's account of the crime that he committed, known as the "factual proffer," a copy of which has been obtained by *Haïti Liberté.*

In the two-page document, signed by Philippe and his lawyers, he agrees to have "knowingly used his position as a high-ranking Haitian National Police officer to provide protection for [the] shipments of drugs and drug proceeds into Haiti in exchange for cash payments. Specifically, beginning in or around June 1999 and continuing until in or around April 2003, Philippe and others were paid in Haiti from the proceeds of the cocaine sales that occurred in Miami, Florida and elsewhere in the United States. Those bulk-cash proceeds would be smuggled from the United States to Haiti, and Philippe would be paid a portion of the proceeds."

Philippe further admits that he "and his wife maintained a joint banking account at First Union National Bank in Miami, Florida. Between June 1999 and December 2002, Philippe knowingly wired over $376,000 in U.S. Dollars derived from the sale of cocaine from Haiti and Ecuador to this First Union National Bank account under the names of other people. Philippe also knowingly arranged for over $70,000 in U .S. Dollars of drug proceeds to be deposited into the account. Each of these cash deposits was made in amounts less than $10,000 to avoid the reporting requirements."

Philippe further agrees that between June 1999 and April 2003, as he was waging war against former President Jean-Bertrand Aristide's government, he received between $1.5 to $3.5 million "in bribe payments from drug traffickers, knowing that the payments constituted proceeds of cocaine trafficking."

He then "shared the drug proceeds he collected with Haitian National Police officials and other security personnel to ensure their continued support for future drug shipments arriving into Haiti, to purchase a residence in Broward County, Florida, and to support himself and his family in the United States."

In the plea agreement between the U.S. and Philippe, it is stipulated that "the Court may impose a statutory maximum term of imprisonment of up to 20 years, followed by a term of supervised release of up to 3 years" as well as "a fine of up to $500,000 or twice the value of the property involved in the transactions, whichever is greater, and may order forfeiture and restitution."

From 2001 to 2004, Guy Philippe led the Front for National Liberation and Reconstruction (FLRN), a force of a few hundred paramilitary "rebels" mostly based in the Dominican Republic, in cross border raids against Aristide's government, which was finally overthrown, with the help of a U.S. SEAL team, in a Feb. 29, 2004 coup.

In November 2005, a U.S. grand jury issued a three count indictment against Philippe for drug trafficking and money laundering, but he holed up in the remote Haitian coastal town of Pestel, where he eluded four raids by U.S. and Haitian agents over the course of 11 years.

After a deadly May 2016 attack on a Haitian police station in Les Cayes, the government of interim President Jocelerme Privert put out an arrest warrant for Philippe, who was accused of masterminding the raid. The warrant provoked several radio and internet tirades by Philippe, daring the Haitian police to come and arrest him in his stronghold.

After being elected Senator for the Grand'Anse department in November 2016, Philippe felt cocky enough to make a victory tour to Port-au-Prince in early January 2017. A special Haitian police unit, with back-up from U.S. Drug Enforcement Agency (DEA), was monitoring his movements and arrested him outside a radio station in the capital on Jan. 5. The same day, the Haitian police turned Philippe over to U.S. agents who flew him to Miami.

"You Live Under Fear": 50,000 Haitian People at Risk of Deportation

By Darlene Dubuisson and Mark Schuller



Ditmas Park Corner

As fear grows, so does fight-back, like this demonstration to defend immigrants in Brooklyn last year.

"With TPS, it's like you live under fear," thirty-something aspiring nurse Michaëlle explained. "You don't know what's going to happen. I live with stress because of that."

Michaëlle's situation just got worse on Apr. 20, when Homeland Security Secretary John Kelly declared that Temporary Protected Status (TPS) for 50,000 Haitian people living in the U.S. would be over.

After the 2010 earthquake in Haiti, President Obama granted temporary relief status to undocumented Haitians who had arrived in the U.S. before 2011. Given the slow pace of recovery efforts and subsequent disasters – notably the cholera epidemic that has killed over 10,000 and counting, and Hurricane Matthew that hit Haiti last October – TPS has been extended several times. The latest TPS is set to expire on Jul. 22, 2017.

In essence, the Trump administration's policy would amount to kicking out 50,000 people who have, despite their fear, put their faith in the U.S. government to legalize, like fifty-something child care provider Wideline. She recalls that "[We were told to] tell all fellow Haitians they don't need to fear because they are going to give Haitians who are illegal in this country papers so they can work."

Wideline specifically acknowledged fear that TPS would become, in effect, a pipeline to deportation: "people spread fear, arguing that the papers were so that the U.S. government can identify Haitians living in the country in order to deport them. And this is why some people didn't do it."

Given the switch in administration, TPS, like registering for DACA for many undocumented Mexican families, has meant that it places a target on people's heads. TPS, like DACA, makes people visible to the State and thus more "deportable," like undocumented rights activist Jeanette Vizguerra, who sought sanctuary in a Denver church this February.

While this particular threat to the Haitian American community has gone largely unreported, it represents a betrayal for some. Unlike Mexican Americans, specifically targeted by then-candidate Trump, Haitian Americans, particularly in Florida, were actively courted by Republican strategists and Breitbart News.

In 2000, the fate of the free world hung on 537 dimpled chads in the Sunshine State, home to an estimated 424,000 people of Haitian descent per the 2010 Census. This number is low not only because of undocumented but because people have to self-select as "Haitian."

Many Haitian community leaders and organizations were solid and early backers of Obama, the country's first African American president. Compared to the Cuban community in South Florida, the Haitian Diaspora wields less political power because of the lack of dual citizenship. As the first and only slave revolt to beget a free nation, Haiti has long symbolized Black pride. As scholars such as Nina Glick Schiller and Georges Fouron and others argue, the Haitian Diaspora keeps their Haitian citizenship while sending remittances, representing a third of the country's Gross Domestic Product.

Following the earthquake, organizations within the Haitian Diaspora such as the Haitian Congress to Fortify Haiti pushed for both TPS in the U.S. and dual citizenship in Haiti. Both were won in 2011.

Why would this solid Democratic voting bloc help push the needle towards a candidate who openly expressed hostility toward immigrants?

While the Haitian community is large and diverse, and therefore complex, an important factor was the role the Clintons – the "king and queen of Haiti" – played following the earthquake.

On Apr. 11, the United Nations announced the end of its controversial military force. MINUSTAH belatedly and partially apologized for infecting Haiti with cholera, but it was too little, too late. And the UN is still attempting to dodge responsibility for a rash of sexual assault cases. The Clintons were involved in no-bid contracts for shoddy homes, high-end tourism, an apparel factory outside of Port-au-Prince, and gold prospecting.

Some in the Haitian community might have forgiven this disaster capitalism if Haiti was "built back better" as Bill Clinton promised.

It wasn't.

However, at least in the capital of Port-au-Prince, an argument can be made for at least some economic institutions and physical infrastructure being rebuilt. Much of this is an unrecognized initiative by Haitian people themselves, such as in Canaan, an informal settlement created to house the displaced after the earthquake.

Following Trump's election, proponents for ending TPS suggest that Haiti has recovered enough to support the return of these undocumented.

It seems that yet again when officials speak of Haiti, they mean Port-au-Prince, where recovery efforts have been targeted. But Port-au-Prince is not Haiti. And Haitian TPS holders have origins all over the country, including the Grand'Anse that is still reeling from Hurricane Matthew. But people living outside of the capital are *moun andeyò*, "outsiders." As the lackluster international response suggested, these people who live far from the NGO offices and high-end hotels don't count. Their lives don't matter.

Like many community leaders here legally, people like Michaëlle who don't have legal status define both as "home." Professors Shannon Gleeson and Kate Griffith at Cornell University led a study of TPS holders in NYC. This research documents that Haitian TPS holders tend to have significant ties to this country, not the least having had children and raising them here.

Of the 30 respondents in the Cornell study so far, most report being in the U.S. for decades, particularly beginning in the late 1980s, 1990s and early 2000s. Being Haitian in the 1980s was to endure ridicule and stigma, as Haiti was incorrectly blamed for AIDS. U.S. actions like the destruction of local pigs, rural bank accounts, as well as free-trade policies it imposed destroyed Haiti's economy, triggering this

suite à la page(15)

Macron est-il un instrument de la CIA ?

Macron ciblé par la CIA ? Cette question sera-t-elle au centre de la prochaine révélation de Julian Assange ?

Cette publication est longue. Ne ratez pas sa lecture car elle vous explique comment Macron a pu arriver, en une dizaine d'années, dans les plus hautes sphères de la République, comment sa stratégie politique d'alliance gauche-droite et son programme économique néolibéral ont été décidés ailleurs qu'en France. Cet article est le fruit de recherches et d'analyses. Il fait référence à des travaux universitaires dont vous trouverez les indications en bas de page . Il est quasiment impossible d'écrire aujourd'hui sur la CIA sans se faire traiter de complotiste. Cela arrange beaucoup de gens et particulièrement ceux qui sont visés. Cet article n'est en aucun cas complotiste ou confusioniste. Tout est vérifiable, point par point, y compris la mise en synergie des éléments.

Propos liminaires

Quand on parle d'ingérence russe dans la campagne électorale française et qu'elle vise particulièrement Emmanuel Macron, on peut faire le postulat (pour les grincheux, ce n'est qu'un postulat !) que les cyber attaques russes sont une réalité. Dès lors, il faut se poser la question de savoir pourquoi la Russie s'intéresse à un personnage qui vient d'arriver sous les projecteurs dans le paysage politique français. Les russes sauraient ils qui est Macron depuis longtemps ? Ont-ils suivi son ascension ?

Le questionnement est renforcé quand au début du mois de février 2017, Julian Assange, le patron de WikiLeaks confie au quotidien russe Izvestia : " Nous possédons des informations intéressantes concernant l'un des candidats à la présidence française, Emmanuel Macron. Les données proviennent de la correspondance privée de l'ex secrétaire d'État américain, Hillary Clinton". Et comme si Assange tenait à nous donner des indices, quelques jours plus tard, il nous informe qu'en 2012 la CIA avait demandé à la NSA (centrale d'écoute et de tri du renseignement) de suivre de près la campagne présidentielle française et ses différents protagonistes.

Assange veut-il nous faire comprendre que Macron a été ciblé en 2012 par la CIA comme un candidat à promouvoir et à soutenir pour les élections présidentielles de 2017 ?

Peut – être. Dans ce cas on comprend mieux l'inquiétude des russes qui le considèrent alors comme un agent de l'influence américaine en Europe. Mais cette hypothèse est-elle plausible ? En cherchant un peu, on trouve, quand même, des éléments troublants dans le parcours de Macron.

Il n'échappe à personne que la campagne de Macron est habitée par deux objectifs : tout faire pour créer un pôle social libéral par une l'alliance droite–gauche et rester dans un schéma de la mondialisation de l'Économie. Comme beaucoup, vous croyez que ces idées sortent de la tête de ce brillant énarque ? Eh bien vous vous trompez ! La stratégie de Macron est dans la droite ligne de celle définie par les États Unis et la CIA dans les années 80 s'agissant de ce que doit être la démocratie et l'économie dans le monde.

Des hauts fonctionnaires, des chefs d'entreprise, des banquiers, relais d'influence de la stratégie américaine en France, ont choisi Macron et l'ont façonné pour qu'il entre exactement dans ce schéma. Vous ne le croyez pas ? Ce sont des élucubrations, des supputations, des délires ? Lisez bien ce qui est écrit, c'est surprenant !

L'histoire incroyable de MACRON, le nouveau messie français.
Le contexte

Le National Endowment for Democracy (NED) (en français, Fondation nationale pour la démocratie) est une fondations privée à but non lucratif des Etats Unis, fondée en 1983 conjointement par les républicains et les démocrates (ça ne vous dit rien cette alliance gauche-droite ?), bien que



Emmanuel Macron, le gagnant du premier tour de la présidentielle française. WikiLeaks a trouvé des informations sur lui dans les emails de Clinton

son orientation générale soit celle du mouvement néoconservateur. Son objectif déclaré est le renforcement et le progrès des institutions démocratiques à travers le monde. En fait, et vous l'aurez deviné, il s'agit d'un instrument de l'hégémonie américaine. La NED finance de nombreux think tanks dans le monde. Ce sont les chambres de commerce américaines et les multinationales (Chevron, Coca Cola, Goldman Sachs, Google, Microsoft etc.) qui abondent son budget. Et comme une évidence cet organisme a été créé spécialement pour servir de substitut à la CIA, car c'est la centrale qui s'occupait de cette stratégie auparavant. Rassurez-vous, elle n'est pas loin. Parmi ses membres on y croise, des élus du Congrès, des patrons de multinationales, des lobbyistes, mais aussi des membres de la CIA.

L'action de la NED dans le monde va avoir pour effet la promotion de l'alliance droite-gauche dans le domaine de la production des élites « démocratiques ». Après 1989, cette politique s'impose dans les institutions de promotion de la démocratie en Europe. Elle s'inspire de l'idée de créer une classe d'experts de la démocratie et de leaders politiques professionnels (vous avez bien lu ?) qui puissent réaliser la transformation des régimes totalitaires (par un autre… plus soft celui-là ?) et consolider le fonctionnement des nouvelles démocraties (l'Ukraine ?). Évidemment, l'action de la NED ne se limite pas à la transformation des régimes totalitaires, elle incite aussi à lutter contre« les populismes » (tiens, tiens,) et les extrêmes.

La mobilisation de cette organisation contre le « populisme » et les « extrêmes » a eu son illustration à l'occasion du référendum sur la Constitution Européenne.

En effet, en décembre 2005, l'Aspen Institute de Lyon, un think tank néoconservateur américain, a réuni plusieurs think tanks français et européens, de gauche comme de droite, inquiets des « non » français et néerlandais à la Constitution européenne. Ils ont, ensemble, reconnu la nécessité de mettre au point une stratégie commune de communication et d'éducation des cadres pour contrer la vague populiste en Europe.

Vous avez bien lu ? Le « NON » à la constitution européenne serait donc le fait d'une vague populiste ! Vous avez donc compris que les américains sélectionnent, forment et financent des individus afin de promouvoir une alliance « droite-gauche » contre les « populismes » et les extrêmes pour éviter que leurs desseins ne soient remis en cause par des « manants » qui s'attaqueraient au libéralisme et à la mondialisation de l'économie.

Bon. Maintenant que vous avez le contexte, il faut raconter l'histoire immédiate du jeune énarque, que des parrains bien intentionnés ont calibré, jour après jour, en« leader politique professionnel » au service de la cause néoconservatrice américaine.

Macron entre dans la cour des grands.

Brillant élève comme chacun le sait désormais (on nous bourre le crâne depuis quelques mois), Macron réussit au concours d'entrée à l'ENA en 2002. Durant sa scolarité, il doit effectuer un stage dans l'appareil de l'État. Il le fait au côté du Préfet de l'Oise. Ce dernier le convie à une réunion ayant pour objet l'établissement d'une zone commerciale.

Le patron concerné par cette réunion n'est autre que le richissime rocardien Henry Hermand qui a fait fortune dans la création de supermarché. Homme de réseaux et d'influence, compagnon de route du PS, il fait rapidement de Macron son fils spirituel. Cette rencontre va être déterminante pour l'avenir de Macron.

Un détail qui n'est pas anodin. C'est Hermand qui fait adopter par Macron l'expression « progressiste » (que vous avez entendu répéter ad vomitem durant le début de sa campagne) au détriment des notions de « social libéralisme » ou « social réformisme », dont Macron se réclamait dans les premiers temps. Ce changement sémantique est en fait un alignement de planètes destiné à mettre Macron sur la même orbite que les progressistes américains dont John Podesta, relation de Hermand, est le représentant au travers du Center for American Progress (CAP) le think tank « progressiste » qu'il préside. Rappelons que John Podesta a été conseiller spécial de Barack Obama et qu'en 2016, il a été chargé de la campagne d'Hillary Clinton.

Macron calibré au programme de la NED

La formation politique : l'alliance gauche-droite de Jean-Pierre Jouyet

En 2004, à la sortie de l'ENA, Macron rejoint l'Inspection des Finances. L'un de ses chefs est Jean-Pierre Jouyet (proche de Sarkozy, de Fillon et de Hollande, rien que ça). Jouyet le prend sous sa protection. Pourquoi ? A-t-il déterminé à cet instant que ce sera lui le messie libéral de demain ? Il n'y a aucun doute. A l'inspection des finances Jouyet est une sorte de chasseur de tête. Les hommes l'inspirent plus que les idées, dit-on (ça promet). Il mise sur le jeune énarque.

Jouyet est aussi engagé dans l'Aspen Institut, l'un des plus influents cercles de réflexion "néo-cons" aux Etats Unis. Il présidera, jusqu'en 2013, la section française créée par Raymond Barre. Il en est aujourd'hui le président d'honneur. (Voir en infra, L'Aspen à propos du "non" à la constitution européenne).

Suivant à la lettre les préconisations de la NED s'agissant de la formation de « leaders politiques professionnels », Aspen France propose un cycle de programmes dit « Leaders Politiques d'Avenir ». Inutile de vous dire qui sont les intervenants et les sujets abordés (voir le site Aspen France) c'est édifiant ! Laurent WAUQUIEZ , Jérôme GUEDJ, Olivier FERRAND, Cécile DUFLOT, Najat VALLAUD-BELKACEM, Jean Vincent PLACE sont les membres les plus connus des promotions depuis 2006. On n'y trouve pas Macron. Mais lui il était en prise direct avec le président.

Pour être plus concret, Michael Bloomberg, ancien maire de New York et 8 ème fortune mondiale a rencontré Macron le jeudi 9 mars 2017 à son QG de campagne pour parler économie. Bloomberg au travers de « Bloomberg Philanthropies » travaille depuis de nombreuses années en partenariat avec l'Institut Aspen.

Dans la droite ligne de la stratégie de la NED, lors de l'élection présidentielles 2007 Jouyet et d'autres fondent le groupe « les Graques », composé d'anciens patrons et de hauts fonctionnaires qui appellent à une alliance gauche – droite entre Royal et Bayrou. Il y entraine Macron. L'objectif est d'appeler la gauche au réveil libéral européen puis prôner deux pôles, l'un conservateur, l'autre social libéral avec les verts et l'UDF. Partisan de l'économie de marché, ils ont saisi la percée de Bayrou pour construire avec lui le pôle social libéral. Bien évidemment leur stratégie est la prise de pouvoir de la gauche libérale au PS et, dans un second temps, le faire imploser. On y est.

2. La formation économique : la mondialisation de l'économie de Jacques Attali.

Cette même année, Jouyet va suggérer le nom de Macron à Jacques Attali pour être rapporteur de la Commission pour la libération de la croissance française dite « commission Attali ». Mise en place par Sarkozy, cette commission est le saint des saints de libéralisme européiste. Socialistes et libéraux s'y retrouvent (la plupart sont aujourd'hui des soutiens de Macron).

Quel est l'objectif de Jacques Attali ? Défenseur de la constitution et de l'établissement d'un état de droit mondial, condition pour lui de la démocratie et des droits de l'Homme (tu parles !), il pense en postulat que l'économie régulée par une institution de surveillance financière mondiale peut être une solution à la crise. Cette institution financière serait une première étape vers l'instauration d'une gouvernance démocratique mondiale dont l'Union Européenne peut devenir un laboratoire. Tout est dit. Emmanuel Macron a bien compris la leçon puisqu'il propose dans son programme en 2017 la création d'un ministre de l'Économie européen, d'un parlement économique européen et d'un budget européen.

C'est grâce à cette commission que Macron va développer ses réseaux. Il va notamment y rencontrer Serge Weinberg, homme d'affaire proche de Fabius. Weinberg est non seulement banquier, mais il est aussi membre de la "Trilatérale" dont les objectifs ont inspiré Attali.

Cette organisation privée a été créée en 1973 à l'initiative des principaux dirigeants du groupe Bliderberg et du Council Foreign Relations, parmi lesquels David Rockefeller, Henri Kissinger, Zbigniew Brzezinski. Son but est de promouvoir et construire une coopération politique et économique entre l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord et l'Asie du Pacifique (trois zones clés du monde, pôles de la Triade. À l'instar du groupe Bilderberg, il s'agit d'un groupe partisan de la doctrine mondialiste, auquel certains attribuent, au moins en partie, l'orchestration de la mondialisation économique.

En 2008, Jacques Attali et Serge Weinberg présentent Macron à François Henrot ami intime de Wienberg. Henrot est le bras droit de David de Rothschild à la banque d'affaires Rothschild.

Macron est recruté, il est maintenant à bonne école. François Henrot, son patron, est membre du conseil d'administration de la French-American Foundation.

Destinée à favoriser les liens entre la France et les Etats Unis, la French American Fondation est née en 1976, durant des heures d'antagonisme entre les deux nations. Elle a été baptisée lors d'un dîner aux Etats Unis entre le président Gerald Ford et Valéry Giscard d'Estaing. L'activité de cette fondation est centrée sur le programme Young Leaders dont la mission est de trouver les personnes qui feront l'opinion et qui seront les dirigeants de leurs sociétés respectives. Ils sont nés en 1981, avec pour parrain l'influent économiste libéral franco-américain de Princeton, Ezra Suleiman. Le programme financé par des mécènes privés, s'étale sur deux ans, avec un séjour de quatre jours en France, un autre temps équivalent aux Etats Unis, toujours dans des villes différentes, toujours avec des intervenants de très haut niveau. Les Young Leaders français sont (liste non exhaustive) : Juppé, Pécresse, Kosciusko Morizet, Wauquiez, Bougrab, Hollande, Moscovici, Montebourg, Marisol Touraine, Najat Vallaut – Belkacem, Aquilino Morelle, Bruno Leroux, Olivier Ferrand, Laurent Joffrin (Nouvel Observateur), Denis Olivennes (Europe 1, Paris Match et du JDD), Matthieu Pigasse, Louis Dreyfus et Erik Izraelewicz (Le Monde).

Côté américain : Bill et Hillary Clinton….Macron sera promu, lui, en 2012.
L'ascension et l'apothéose.

Macron est mûr pour être propulsé dans les hautes sphères de la République. En 2012, sous l'impulsion de Jouyet, il devient secrétaire général adjoint de la présidence de la République auprès de François Hollande, puis ministre de l'Économie.

Hermand, Jouyet, Attali, Weinberg, Henrot, ces cinq personnages, chantres des objectifs de la NED et de la Trilatérale, membres de think tanks inféodés à la stratégie américaine ont fait Macron. Il aura fallu un peu plus de dix ans pour le porter à la candidature de la Présidence de la République.

Beau parcours, non ? Le 16 avril 2014 Jean-Pierre Jouyet deviendra Secrétaire Générale de l'Élysée, ce qui achèvera la prise de pouvoir de la NED au cœur de la République. C'est un véritable coup d'État ! Soft, certes, mais un coup d'État !



Wikileaks a révélé avoir des documents sur Marine Le Pen également

MACRON a-t-il été ciblé par la CIA ?

Assange nous a appris qu'en 2012, la CIA a demandé à la NSA de suivre de près la campagne présidentielle française et ses différents protagonistes. WikiLeaks souligne que Macron est cité dans une e-mail d'Hillary Clinton, alors Secrétaire d'État, datant de 2012 où le personnage est décrit avec beaucoup de précision, mentionnant, notamment, qu'il était "un banquier en fusions et acquisitions" chez Rothschild à Paris, diplômé de l'ENA, ayant travaillé à l'Inspection Générale des finances et (pouvant) aussi devenir haut fonctionnaire au ministère de l'Économie".

« Pouvant aussi devenir haut fonctionnaire au ministère de l'Economie » est ce que la chose a été bien traduite ? Ne serait-ce pas plutôt « pouvant aussi devenir ministre de l'Économie » ?

Pourquoi cette précision ? Chose troublante, en 2012, Macron avait été pressenti par Hollande pour en faire son Ministre du Budget dans le premier gouvernement, mais il n'avait pas retenu ce choix parce que Macron n'avait pas de mandat électif (étonnant quand on sait qu'il en fera son Ministre de l'Économie deux ans plus tard)…

Comment Hillary Clinton pouvait être au courant de ce choix éventuel ? Au moment de la rédaction du mail, il est écrit que Macron est "banquier en fusions acquisitions chez Rothschild à Paris" C'était donc avant les élections présidentielles et législatives. Macron faisait partie du groupe dit de "La Rotonde" chargé d'alimenter le programme de Hollande, rassemblant des techniciens et les économistes tels Elie Cohen, Gilbert Cette et Jean Pisani Ferry ceux-là même qui ont pondu le programme économique de Macron en 2017. Hollande ne peut pas avoir parlé de ses choix de postes ministériels

suite à la page(15)

France : élections présidentielles, le grand chambardement !

Par Jacques Nesi

Les élections présidentielles dans des démocraties aussi viables que celles de la France ne sont pas exemptes des critiques soulignant leurs insuffisances et la faible influence des citoyens sur les choix qui leur sont imposés. Malgré les gardes- fous institués par la validation des candidatures par 500 signatures, malgré le poids des appareils partisans, les citoyens, toutes catégories socio-professionnelles confondues, tentent d'expérimenter de nouvelles formes de participation politique qui neutralisent le poids oligarchique des partis politiques. Ces derniers ont eu recours aux élections primaires en vue de légitimer le candidat désigné et se garder d'envisager une réforme en profondeur de l'élection au suffrage universel direct. Les pratiques institutionnelles de la cinquième République instaurée par le Général de Gaulle en 1958, l'exercice du pouvoir présidentiel par le long règne de François Mitterrand de quatorze ans (1981-1995), l'hyperprésidence de Nicolas Sarkozy que ces institutions sécrètent ont contribué à la désaffection des Français de la politique, celle-ci ayant peu d'effets sur leur quotidien. Ils cherchent alors à transformer l'élection présidentielle en rendez-vous populaire non pas dans le sens d'une participation massive, mais une opportunité pour construire un projet alternatif au libéralisme économique, à la désignation des représentants dignes de confiance, incarnant la capacité de rompre avec les promesses illusoires qui minent l'espoir des citoyens dans les institutions. Les résultats des élections présidentielles du premier tour du 23 Avril, boudés par quelques militants de la gauche révolutionnaire à Paris, et dans certaines villes de province, soulignent quelques éléments significatifs du chambardement institutionnel dans la vie politique française. Les résultats publiés par le Ministère de l'Intérieur qui confirment les estimations, la veille des instituts de sondages informent qu'Emmanuel Macron du Mouvement en Marche, arrivé en tête du 1er tour, l'ancien ministre de l'Economie devance légèrement, avec plus de 23,86% des voix, la candidate Front National Marine Le Pen (21,43%). François Fillon (Les Républicains), troisième, obtient 19,94% des voix, le candidat de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon, 19,62%, Benoît Hamon (PS) 6,35%.



Les onze candidats français qui ont participé aux élections présidentielles du premier tour le 23 Avril 2017

Le premier signe du chambardement est l'élimination de la gauche gouvernementale, le Parti Socialiste qui atteint un score le plus bas depuis 1968 avec Gaston Defferre. C'est le signe d'une décomposition de l'héritage de François Mitterrand qui après avoir pris les rênes du parti socialiste en 1971, a conclu alliance avec le Parti Communiste Français qui le devançait dans les résultats des élections législatives (les socialistes se hissaient à 19.20% des suffrages, le PCF à 21.41%), et dirigé pendant 14 ans. Le long règne de Mitterrand a pu installer la gauche comme force partisane dotée de la capacité de durer, de gérer le temps et de montrer que dans la lutte concurrentielle pour le pouvoir avec la Droite, elle n'a aucun complexe d'infériorité. L'accès de Lionel Jospin comme premier ministre, dans le cadre d'une cohabitation avec Jacques Chirac a montré que le Parti Socialiste n'était pas un poison dangereux pour la stabilité institutionnelle et le renforcement de l'économie de marché.

De plus, l'adhésion de François Hollande à la social-démocratie confirme les talents gestionnaires de la gauche et c'est un malaise grave pour le président sortant qui jouit pourtant d'une embellie sondagière dans l'opinion de ne pas pouvoir se représenter. Pour deux raisons : la division au sein du Parti Socialiste, la lutte acharnée pour le pouvoir entre les différents courants, ont connu une exacerbation qui met à mal le règne de François Hollande, au point où le discours du président devient inaudible au sein même de la majorité par l'émergence des frondeurs, forcés de quitter le gouvernement. Ensuite, ils parviennent à imposer au président sortant une sanction humiliante : obtenir la validation des élections primaires. Craignant d'être la risée de l'opinion publique, M. Hollande accepte, malgré lui de renoncer à se présenter devant ses concitoyens pour un nouveau mandat. C'est un défi insurmontable, rendu complexe par la défection d'Emmanuel Macron, ancien conseiller de M. Hollande et ministre de l'économie, attiré par les sirènes de l'onction présidentielle. Empêché, le président sortant devient spectateur d'une compétition électorale à laquelle il avait envie de participer, il disposait d'ailleurs de nombreux atouts qui le donneraient gagnant. Face à ces difficultés, Benoit Hamon qui réussit à évincer Manuel Valls, aux élections primaires, était considéré comme le fossoyeur du mandat de Hollande. Dès lors, les ténors du Parti Socialiste, les figures les plus remarquables du parti s'entendent comme s'ils sont liés par un pacte informel, de punir Benoit Hamon et d'inscrire alors le Parti Socialiste dans une dynamique de recomposition, comme c'est le cas au Parti Socialiste depuis de longues années, la crise du leadership, qui ne se résume pas au programme mais plutôt aux personnalités. Et les menaces persistantes de Marine Le Pen d'être au second tour ont attesté l'idée du vote utile en faveur d'Emmanuel Macron.

Le second chambardement est celui de l'élimination de la droite suite à la page(15)

Communiqué du Parti ouvrier indépendant démocratique (POID)

Ce 23 avril, un coup mortel a été porté à la Ve République. Les deux partis qui, depuis près de 60 ans, gouvernent dans le cadre de ces institutions – Les Républicains et le Parti socialiste – sont éliminés dès le premier tour.

Un immense rejet s'est exprimé. Le rejet de la loi El Khomri et de la politique du gouvernement Hollande. Le rejet des politiques appliquées depuis des années par les gouvernements successifs au service des capitalistes et de l'Union européenne. Le rejet des licenciements, des privatisations, des coups contre la Sécurité sociale, les hôpitaux et l'école, le rejet des guerres menées contre les peuples.

Ce rejet s'est exprimé dans l'abstention, qui atteint son niveau le plus élevé (hormis 2002) de tous les premiers tours de l'élection présidentielle sous la Ve République, particulièrement dans les quartiers ouvriers et populaires. Il s'est exprimé aussi dans le vote pour des candidats perçus, au moins partiellement, comme répondant à cette volonté de rejet, en particulier Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon.



Ce 23 avril, il aurait été possible – les résultats le montrent – qu'un pas soit fait pour en finir avec les institutions haïes de la Ve République et de l'Union européenne. Cela n'a pas été le cas.

Travailleurs, militants, jeunes, vous le savez, le Parti ouvrier indépendant démocratique mène campagne depuis des mois pour l'unité pour en finir avec la Ve République et l'Union européenne. Il a, avec des travailleurs et militants d'autres tendances et d'autres courants, participé à la constitution du Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République. Il l'a fait sous l'égide du combat pour un gouvernement ouvrier exprimant sur un terrain de classe la réponse nécessaire à la situation terrible qui frappe les travailleurs et la jeunesse.

Partisan de l'unité, le POID a déclaré, voilà deux mois : dès lors qu'Hamon et Mélenchon se prononcent tous deux pour l'abrogation de la loi El Khomri, l'accord entre ces deux candidats sur une candidature unique ouvrirait une issue.

L'unité ne s'est pas réalisée. La division orchestrée par ces deux candidats débouche sur un second tour Le Pen/Macron.

Et maintenant ? Plus que jamais, la reconquête de la démocratie et des droits ouvriers est à l'ordre du jour.

La démocratie, ça n'est pas élire une fois tous les cinq ans un roi sans couronne doté de tous les pouvoirs pour frapper les travailleurs et satisfaire aux exigences des capitalistes et des banquiers. La démocratie ne peut avoir de sens que si le peuple a entre ses mains tous les pouvoirs de liquider les institutions rejetées et de décider de nouvelles institutions.

Cela implique une Assemblée constituante élue à la proportionnelle intégrale avec des députés mandatés et révocables ayant le pouvoir de prendre les mesures d'urgence de protection de la population, de prendre le contrôle des banques, d'interdire les suite à la page(18)

Les Français se sabordent

Par Thierry Meyssan

Nous assistons à un renversement historique en France où le spectre politique ancien vole en éclats et où une nouvelle fracture apparaît. Compte-tenu de l'intense propagande médiatique qui s'est abattue dans le pays, les Français ne perçoivent plus les repères essentiels et s'attachent à des lignes rouges qui n'existent plus. Pourtant, les faits sont clairs et certaines évolutions prévisibles.

À l'issue d'une campagne électorale très agitée, les Français ont sélectionné Emmanuel Macron et Marine Le Pen pour le second tour de l'élection présidentielle. D'ores et déjà presque tous les candidats vaincus, à l'exception de Jean-Luc Mélenchon —et ce n'est pas un hasard—, ont appelés à soutenir Macron qui devrait donc être facilement élu. Les deux grands partis historiques qui ont gouvernés la France depuis les débuts de la V° République, Les Républicains (ex-Gaullistes) et le Parti socialistes (ex-Jaurésiens) sont battus. Tandis qu'un nouveau venu, En Marche !, arrive sur la première place du podium face au Front national.

Y a-t-il un candidat du fascisme ?

Dans l'Histoire de la France, ce n'est pas la première fois que ce clivage s'impose : d'un côté, un partisan de l'alliance avec ce qui paraît être la plus grande puissance du moment (les États-Unis), de l'autre, un mouvement en quête d'indépendance nationale ; d'un côté, la totalité de la classe dirigeante, sans exception notable, de l'autre, un parti fait de bric et de broc, composé massivement de prolétaires, dont les deux-tiers proviennent de la droite et un tiers de la gauche.

À l'évidence, le futur président français sera donc M. Macron ; un homme, issu de la Banque Rothschild & Cie, soutenu dès à présent par la totalité des chefs d'entreprises du CAC40.

Or, n'en déplaise à nos préjugés, l'unanimité des puissances d'argent est la caractéristique fondamentale des partis fascistes.

Cette unanimité du Grand capital s'accompagne toujours d'une unité de la Nation qui gomme les différences. Pour être égaux, il faut devenir identiques.



Marine Le Pen et Emmanuel Macron

C'est ce que le président Hollande avait amorcé avec la loi du « Mariage pour tous », en 2012-13. Présentée comme établissant l'égalité entre les citoyens quelque soit leur orientation suite à la page(18)

Ahmed M. Kathrada, militant d'origine indienne contre l'apartheid en Afrique du Sud *(21 août 1929 - 28 mars 2017)*

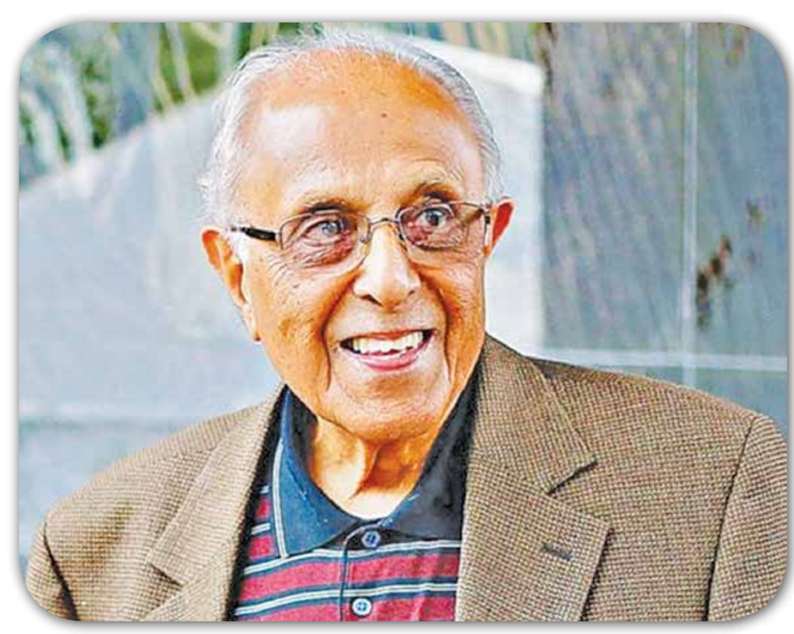
Par Frantz Latour

Dans la longue lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, les noms des Noirs Nelson Mandela, Walter Sisulu restent gravés dans la mémoire. Mais il y a eu aussi des militants d'origine ethnique indienne qui ont rejoint le combat contre le racisme et l'oppression blanche parce qu'eux aussi étaient victimes des pratiques discriminatoires éhontées des Blancs. Ahmed M. Kathrada est l'un de ces combattants, un vétéran de la lutte de libération sud-africaine . Ahmed Mohamed «Kathy» Kathrada est né le 21 août 1929, de parents immigrants indiens à Schweizer Reneke, une petite ville du Western Transvaal (maintenant la province de Gauteng). Alors qu'il était à l'école secondaire indienne de Johannesburg, il a été influencé par le Dr Yusuf Dadoo et les frères Cachalia, leaders du mouvement de la liberté. Son travail politique a commencé en 1941, à l'âge de 12 ans lorsqu'il a rejoint la Ligue de la Jeunesse Communiste d'Afrique du Sud et pendant la Seconde Guerre mondiale, il a été impliqué dans la campagne anti-guerre du Front Uni Non-Européen.

À l›âge de 17 ans, il a quitté l›école pour travailler à plein temps dans les bureaux du Conseil de résistance passive de Transvaal. À l›époque, en 1946, le Congrès de l›Inde sud-africaine avait lancé le Mouvement de résistance passive contre la Loi sur la tenure foncière asiatique et la représentation des Indiens, communément appelée «Loi sur le ghetto». La Loi visait à donner aux Indiens une représentation politique limitée et à définir les domaines dans lesquels les Indiens pouvaient vivre, commercer et posséder des terres. Il y eut une vigoureuse opposition à cette loi.. Kathrada a été l'un des 2000 volontaires emprisonnés durant cette campagne et a écopé d'un mois dans une prison de Durban avec d'autres résistants radicaux tels que Monty Naicker, le Dr Yusuf Dadoo, le Dr Goonam, George Singh, Mme Gool, M D Naidoo et d'autres. Ce fut son premier emprisonnement pour désobéissance civile. Kathrada fut un membre fondateur du *Transvaal Indian Volunteer Corps* et de son successeur, le *Transvaal Indian Youth Congress*.

En tant qu'étudiant à l'Université des Witwatersrand et président du Congrès de la jeunesse indienne du Transvaal, Kathrada a assisté au Festival mondial de la jeunesse à Berlin en 1951. Il a été élu chef de la grande délégation sud-africaine multiraciale. Il est resté à l'étranger pour assister à un Congrès des étudiants de l'Union internationale à Varsovie, en Pologne, et c'est lors de cette visite qu'il a visité les camps de concentration d'Auschwitz, ce qui l'a incité à l'urgence d'éradiquer le racisme en Afrique du Sud. Il a finalement voyagé à Budapest et a travaillé au siège de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique pendant neuf mois.

Au fur et à mesure que l'alliance entre les Congrès africains et indiens se développait, Kathrada était en contact étroit avec Nelson Mandela, Walter Sisulu, J.B Marks et d'autres dirigeants africains. La signature du pacte Dadoo-Naicker-Xuma en 1947 a renforcé l'Alliance, qui comprenait le Congrès national africain et le Congrès indien sud-africain. Kathrada a travaillé sans relâche pour promouvoir l'action conjointe en tant que chef du Comité d'action pour les jeunes qui coordonnait les sections des jeunes des Congrès africains, indiens et autres. En 1952, 'Kathy' a aidé à organiser la «Campagne de défiance contre les lois injustes», lancée conjointement par le Congrès national africain et le Congrès indien d'Afrique du Sud. La campagne *Defiance* a visé six lois injustes en matière d'apartheid, dont les lois sur "les passages", les règlements sur la limitation des stocks, la Loi sur les zones de groupe, la représentation distincte de la Loi sur les électeurs, la Loi sur la répression du communisme et la Loi sur les autorités de Bantu. Le gouvernement a été alors appelé à abroger ces lois avant le 29 février 1952. À défaut de cela, le Congrès national africain et le Congrès sud-africain indien devaient lancer une campagne conjointe de Défiance. En 1953, Kathrada fut élu au niveau du Comité exécutif de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique.



Ahmed M. Kathrada, militant d'origine indienne contre l'apartheid en Afrique du Sud

Kathrada faisait partie d'un groupe de vingt fonctionnaires chargés d'organiser la campagne de défiance. Ils ont été condamnés à une peine de neuf mois de prison. En 1954, il a été interdit d'assister à tout rassemblement et de participer aux activités de 39 organisations. Ces interdictions ont réduit sa participation globale à la politique, mais il n'en faisait pas moins. En 1955, lorsque les écoles indiennes de Johannesburg ont été déplacées de la ville vers un endroit reculé, Lenasia, à environ 22 milles, il a aidé à organiser l'Association des parents de l'école secondaire indienne centrale (desservant une école privée établie pour combattre la Loi sur les zones de groupe). Il en a été dûment élu secrétaire. Dans la même année, il a aidé à organiser le «Congrès du peuple» multiracial, qui a proclamé la «Charte de la liberté», un document de politique de l'Alliance.

Kathrada a été arrêté pour "trahison" en décembre 1956. 156 dirigeants du mouvement de la liberté ont été arrêtés. Le procès a duré de 1957 à mars 1961, mais Kathrada a néanmoins continué ses activités politiques. Finalement, les 156 leaders ont été jugés non coupables. Kathrada fut assigné à rester dans la région de Johannesburg en 1957, et à la suite du massacre de Sharpeville en 1960, il a été détenu durant cinq mois pendant l'état d'urgence. En 1961, il a été arrêté pour avoir été membre d'un comité de grève qui s'est opposé au plan du premier ministre Hendrik Verwoer de faire de l'Afrique du Sud une république.

En décembre 1962, 'Kathy' a été placé en résidence surveillée 13 heures par jour. Ce qui ne l'a pas empêché de continuer à assister à des réunions secrètes à Rivonia, le siège clandestin du Congrès national africain. C'est là qu'il a été arrêté avec d'autres dirigeants du mouvement en juillet 1963. C'était sa 18è arrestation pour raisons politiques. Bien qu'il n'était plus membre du Commandement régional MK, il a été jugé avec Nelson Mandela, Walter Sisulu, Govan Mbeki, Dennis Goldberg et d'autres dirigeants et a été condamné à la réclusion à perpétuité en juin 1964. Ils ont été accusés d›organiser et de diriger *Umkhonto We Sizwe* ('Lance de la nation'), l'aile militaire du Congrès national africain. Ils ont été reconnus coupables de commettre des actes spécifiques de sabotage. À l'âge de 34 ans, en 1964, il a été condamné à la réclusion à perpétuité sur Robben Island où il a passé les 18 années suivantes avec ses collègues dans la section d'isolement de cette prison de haute sécurité. En octobre 1982, il a été transféré à la prison de haute sécurité de Pollsmoor à Cape Town où il a rejoint Mandela, Sisulu, Mhlaba et Mlangeni qui y avaient été transférés quelques mois auparavant. Il a été libéré le 15 octobre 1989, à l›âge de 60 ans. À sa sortie, il a été reçu en héros dans Soweto où il s'est adressé à une foule de 5 000 personnes. Kathrada a alors fait cette remarque: «Je n'avais jamais rêvé d'atteindre un tel statut».
Sechaba, l'organe du Congrès national africain, décrit un 'Kathy' «brave comme un lion» et «absolument sans peur». Walter Sisulu a écrit de lui: «Kathy était un monument de force et une source d'inspiration pour de nombreux prisonniers, jeunes et vieux». Il a poursuivi ses études universitaires en prison et a obtenu une licence en Histoire et Criminologie. Il a ensuite eu deux licences de l'Université de l'Afrique du Sud, l'une en politique africaine et l'autre en histoire. En outre, il a reçu quatre diplômes honorifiques, dont l'un de l'université du Missouri. La plus haute distinction possible de l'ANC, le Prix Isitwalandwe lui a été décerné alors qu'il était en prison. Après la levée de l'interdiction de l'ANC en février 1990, Ahmed Kathrada entre au comité de direction intérimaire de l'ANC et du parti communiste sud-africain. Il démissionne de cette dernière position après avoir été élu membre du Comité exécutif national de l'ANC en juillet 1991. Il est alors nommé à la direction des relations publiques de l'ANC.

Lors des premières élections sud-africaines non raciales au suffrage universel en avril 1994, Kathrada est élu député de l'ANC. En septembre 1994, il est nommé conseiller politique de Nelson Mandela, le premier président noir du pays. Parallèlement, il est nommé administrateur du musée de Robben Island (fonction qu'il exercera jusqu'en 2006).En juin 1999 il se retire de la vie politique parlementaire.

Ahmed Kathrada décède le 28 mars 2017 à l'âge de 87 ans.

Le régime « d'Apartheid » israélien contre les Palestiniens. Lettre de démission de Mme Rima Khalaf au secrétaire général de l'ONU !

« Apartheid », c'est le mot que les dirigeants « blancs » colonialistes d'Afrique-du-Sud avaient choisi pour désigner leur système institutionnalisé de ségrégation, d'oppression et d'exploitation des « non-blancs ». Ce mot est surtout associé maintenant, mondialement, à la longue lutte contre ce système raciste. Cette lutte a réussi à gagner l'opinion publique internationale au point de faire plier les impérialismes américains et européens, notamment, qui soutenaient le régime de Pretoria.

L'Etat d'Israël a été également l'un des soutiens les plus constants, militairement et économiquement, du régime d'Apartheid. Mais on comprend aisément qu'aujourd'hui ses dirigeants fassent tout pour que leurs relations avec les Palestiniens, des territoires occupés et même d'Israël, ne soient pas assimilées à l'« Apartheid » (même si quelques dirigeants politiques populistes israéliens l'assument, notamment dans les campagnes électorales).

L'expression vient pourtant vite, naturellement, même dans les médias internationaux. Un journal français, par exemple, classé dans les moins révolutionnaires, Ouest-France, titre un article de son édition du 21 avril 2017 : « Derrière la grève de la faim, le Mandela palestinien ». Il compare à l'icône planétaire de la lutte contre l'Apartheid et le racisme le leader palestinien, Marwan Barghouti, certainement pour son emprisonnement depuis 16 ans dans les geôles israéliennes, pour sa relative modération, pour sa résistance et ses actions de luttes, depuis sa prison, contre le régime israélien.

Barghouti est à l'initiative de la grève de la fin de ses compagnons prisonniers politiques palestiniens, suivie par plus de 1200 détenus depuis le 17 avril. Leur acte dénonce les conditions indignes d'emprisonnement, les arrestations arbitraires : un des aspects de toute la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens.

Dans une tribune publiée au New-York Times, Barghouti reprend aussi lui-même l'expression « Apartheid », dénonçant : "un apartheid judiciaire qui garantit une impunité pour les Israéliens ayant commis des crimes contre des Palestiniens et criminalise la résistance palestinienne".

Il y a un peu plus d'un mois, la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie Occidentale (CESAO) publiait sur son site un rapport, qu'elle avait commandé à deux chercheurs, intitulé « Les pratiques israéliennes à l'encontre du peuple palestinien et la question de l'Apartheid (en lien en anglais) ». Les auteurs analysent la politique israélienne notamment au regard du Droit international et de la « Convention internationale pour la suppression et la punition des crimes d'Apartheid ». Ils concluent « qu'Israël est coupable de politique et de pratiques constitutives du crime d'Apartheid ».

A peine le rapport publié, les Etats-Unis et Israël exigent du secrétaire général de l'ONU qu'il soit retiré. Antonio Guterres cède immédiatement à leurs pressions et demande à son tour à la secrétaire de la CESAO de retirer le rapport. Mme Rima Khalaf refuse de s'exécuter et choisit de démissionner. Dans sa lettre de démission, que nous reproduisons intégralement ci-dessous, elle écrit : « ..., je ne peux que maintenir les conclusions du rapport de l'ESCAW comme quoi l'Etat d'Israël a établi un régime d'apartheid qui recherche la domination d'un groupe racial sur un autre. Les preuves fournies dans ce rapport rédigé par des experts de renom sont nombreuses. Tous ceux qui ont attaqué ce rapport n'ont pas eu un mot pour son contenu. Je considère comme mon devoir de mettre en lumière le fait légalement et moralement indéfendable qu'au 21ème siècle existe encore un état d'apartheid, plutôt que de supprimer les preuves. »

On ne peut que saluer cet acte courageux qui renverse très utilement l'effet recherché des injonctions américaines et israéliennes. Au passage, on s'inquiète de la soumission aux puissances impérialistes du nouveau secrétaire général de l'ONU, quelques fois présenté comme « progressiste » ou « dynamique » (la discrétion de Ban Ki Moon correspondait peut-être mieux à la latitude réelle d'action de ce poste).

Dénonçons toujours plus fort l'Apartheid en Israël ! Soutenons le mouvement des prisonniers palestiniens en grève de la faim !



Mme Rima Khalaf

Lettre de démission de Rima Khalaf, secrétaire exécutive de la CESAO (Commission économique et sociale pour l'Asie de l'Ouest) au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, 21 mars 2017

Cher Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai considéré avec attention votre message transmis par le chef de cabinet et vous assure que je n'ai à aucun moment remis en question votre droit de retirer la publication du rapport de notre site internet ou le fait que nous tous, travaillant pour le secrétariat, sommes soumis à l'autorité du secrétariat général. Tout comme je n'ai aucun doute concernant votre engagement envers les Droits de l'homme en général, et votre position ferme concernant les droits du peuple palestinien. Je comprends aussi vos préoccupations, particulièrement dans ces temps difficiles qui vous laissent peu de choix.

Je ne suis pas insensible aux attaques vicieuses et aux menaces qui pèsent sur les Nations Unies et sur vous personnellement de la part d'importants Etats-membres en réponse à la publication du rapport de la CESAO intitulé « Les pratiques d'Israël envers les Palestiniens et la question de l'apartheid ». Je ne trouve pas surprenant que de tels Etats-membres, qui ont maintenant des gouvernements qui se préoccupent peu des normes et valeurs internationales concernant les droits humains, aient recours à l'intimidation quand ils trouvent difficile de défendre leurs politiques et pratiques illicites. Il est normal que des criminels mettent la pression et attaquent ceux qui défendent la cause de leurs victimes. Je ne peux pas me soumettre à une telle pression.

Ce n'est pas en vertu de mon statut d'officiel international, mais en vertu de mon statut d'être humain honnête, que je crois, comme vous, dans les valeurs et principes universels qui ont toujours été les lignes de conduite du bien dans l'histoire humaine, et sur lesquels une organisation comme la nôtre, les Nations Unies, est fondée. Comme vous, je considère que la discrimination envers toute personne sur le motif de sa religion, de sa couleur de peau, de son sexe ou de son origine ethnique est inacceptable, et que de telles discriminations ne peuvent être rendues acceptables par les calculs de l'opportunisme ou du pouvoir politique. Je considère de plus que les peuples ne devraient pas seulement avoir le droit de dire la vérité au pouvoir, mais ils ont le devoir de le faire.



Le leader palestinien, Marwan Barghouti

En l'espace de deux mois, vous m'avez demandé le retrait de deux rapports produits par la CESAO, pas à cause de fautes que l'on aurait commises dans ces rapports, et probablement pas parce que vous étiez en désaccord avec leur contenu, mais à cause de la pression politique exercée par des Etats-membres qui violent gravement le droit des peuples de la région.

Vous avez vu que les peuples de cette région vivent une période de souffrance inégalée dans l'histoire moderne, et que le nombre considérable de catastrophes aujourd'hui résulte du flot d'injustices qui furent ignorées, camouflées ou ouvertement approuvées par des gouvernements puissants à l'intérieur et à l'extérieur de la région. Ces mêmes gouvernements sont ceux qui vous mettent la pression pour faire taire la voix de la vérité et l'appel pour la justice présentés dans ces rapports.

Etant donné ce qui précède, je ne peux que maintenir les conclusions du rapport de la CESAO comme quoi l'Etat d'Israël a établi un régime d'apartheid qui recherche la domination d'un groupe racial sur un autre. Les preuves fournies dans ce rapport rédigé par des experts de renom sont nombreuses. Tous ceux qui ont attaqué ce rapport n'ont pas eu un mot pour son contenu. Je considère comme mon devoir de mettre en lumière le fait légalement et moralement indéfendable qu'au 21ème siècle existe encore un état d'apartheid, plutôt que de supprimer les preuves. En disant cela je ne clame aucune supériorité morale ou vision supérieure. Ma position est influencée par une vie d'expériences où j'ai vu les conséquences désastreuses pour la paix quand on bloque les plaintes des peuples dans notre région.

Je réalise que je n'ai que peu de choix. Je ne peux pas retirer maintenant un autre dossier des Nations Unies bien documenté et faisant suite à des recherches approfondies sur les violations graves des droits humains ; bien que je sache que des instructions claires du secrétaire général doivent être appliquées rapidement. C'est un dilemme que je ne peux résoudre que par ma démission pour permettre à quelqu'un d'autre de fournir ce que je ne peux fournir en bonne conscience. Je sais que je n'ai plus que 2 semaines à mon poste ; ma démission n'est donc pas destinée à exercer une pression politique. C'est simplement, car je pense que c'est mon devoir envers les peuples que nous servons, envers les Nations Unies et envers moi même, de ne pas retirer un témoignage honnête sur un crime en cours qui est à la racine de tellement de souffrances humaines. En conséquence, je vous remets par la présente ma démission des Nations Unies.

Avec tous mes respects,

Rima Khalaf

« Solidarité internationale PCF – vivelepcf », 21 avril 2017

Suite de la page (12)

gouvernementale au second tour, elle qui a dominé le système politique depuis 1958 qui, à intervalles réguliers, parvient au pouvoir, dispose des ressources et du temps nécessaires à la fabrication des alternances. Arrivé en troisième position, François Fillon depuis dimanche soir, attire les foudres des cadres du Parti. Et qu'est ce qui explique l'élimination de l'ancien premier ministre, celui qui avait toutes les chances de gagner les élections présidentielles, crédité de 32% après sa victoire des élections primaires ?

D'abord, les révélations de ses pratiques douteuses sur la gestion des deniers parlementaires, les soupçons sur les emplois fictifs de son épouse et deux de ses enfants, l'incapacité de François Fillon à sortir d'un cycle de scandales à répétition, son entêtement, son refus d'adhérer à un plan de sortie de crise alternatif, ses tergiversations, ses doutes, son aplomb…ont fini par abimer la personnalité de ce personnage qui s'est plu à se présenter sous les traits d'un homme intègre et irréprochable. Ensuite, les propositions de sa campagne –augmentation de la TVA , réforme de retraite, réforme de la sécurité sociale, suppression d'un nombre élevé de fonctionnaires, ses collusions avec les sociétés d'assurance, sa droitisation… rendent impossible le combat contre les adversaires. Alors que les principaux soutiens au parti lui ont claqué la porte, malgré son triomphe de la rencontre de Trocadéro qui draina une foule innombrable de sympathisants, François Fillon se montre alors adepte du Cardinal de Metz : « on ne sort de l'ambition qu'à son détriment. »Il a négligé d'introduire dans la campagne une part de moralité et de modestie qui pourraient lui garantir la survie dans cette épreuve.

La percée de Marine Le Pen

Le troisième bouleversement politique est la percée de Marine Le Pen, représentante de la pensée xénophobe, raciste, chantre du protectionnisme, du repli sur soi, de la fermeture des frontières. En écho aux tentatives des forces extrémistes en Europe, le Front National , malgré les expériences brouillonnes de ces équipes municipales dans certaines villes, incarne le refuge, l'abri sûr, la réponse facile aux politiques économiques jugées inefficaces par les élites au pouvoir. La rhétorique frontiste qui fait vibrer les cordes patriotiques réactive la souveraineté des frontières, revisite les valeurs enfouies dans l'âme française, considérées comme dépassées par les élites cosmopolites. C'est tout de même une honte pour le peuple français, qui après avoir diffusé des valeurs de tolérances, de liberté, de progrès, ailleurs se retrouve prise au piège de la mondialisation, jugée responsable de tous les fléaux sociaux. Le Front National, avec efficacité, parvient ainsi à donner l'espoir à ces millions de citoyens abandonnés par les politiques de délocalisation, les ouvriers rejetés par la gauche socialiste, les paysans qui sont broyés par la politique agricole commune : ils gardent l'espoir qu'une fois débarrassée de l'excès de présence que constituent des immigrés en France, retrouverait ses emplois, pourrait faire face avec plus de sérénité aux menaces du terrorisme. Des citoyens portent en eux l'espoir que la France une fois sortie de l'Union Européenne, serait en mesure de se réconcilier avec le plein emploi, la croissance et la fin des déficits, aidée en ce sens par la sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne. Par excès de simplification et d'outrance, le FN mobilise le populisme négatif comme solution aux défis complexes.

A la fermeture proposée par le Front National répond la mondialisation régulée d'Emmanuel Macron. Issu des élites dirigeantes, illustre inconnu de l'opinion, il y a moins de deux ans, proche des banquiers, le programme de Macron s'oriente vers une société multiculturelle où les talents de tous, d'où qu'ils viennent sont intégrés à la société française. C'est la continuité des politiques d'intégration européenne, suivant les traces des dirigeants français et allemands(Helmut Kohl, Gerard Schröder, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, François Hollande) qui ont engagé des efforts à construire une Europe économique forte, des institutions représentatives qui œuvrent à la pacification de la société européenne partageant ainsi le modèle de démocratie républicaine, des droits de l'homme et de la protection des catégories les plus faibles, sans négliger les pays anciennement placés sous l'empire soviétique dont le niveau de développement est humiliant.

La cinquième République a installé la bipolarisation comme élément de construction et de structuration du champ politique, renforcée par l'institutionnalisation et la stabilisation des forces partisanes. Mais la politique de libéralisation des échanges, accompagnée de la mondialisation et les effets qu'elle induit sur la protection des frontières et le maintien des emplois a désormais besoin d'une figure paternelle, paradoxalement, dans un pays si habitué au grand chambardement. Son histoire en est si jalonnée et c'est souvent le cas où les citoyens égarés par le poids des corporations, l'inefficacité des politiques, saisis par la torpeur de l'intolérance, s'en remettent à une figure mystérieuse, tout entière tournée vers le passé et injuriant l'avenir. Les citoyens sont sans doute déçus de n'avoir pas consacré ce chambardement définitif en confiant leur destin à Jean-Luc Mélenchon, un pied à l'extrême gauche, un pied à la réforme, qui a si bien donné l'espoir, à travers ses meetings à la politique. Mais les médias accompagnés de la crise au Venezuela ont dérouté les âmes sensibles, brouillé leur défiance à l'égard du changement et l'incapacité du leader de la France insoumise à gérer l'avenir des millions de français. Quand un tel désespoir s'enfle aux portes de la société française dans son tréfonds, en quête de voie de défection, l'extrémisme n'est-il pas la pire tentation par laquelle les français réinventeraient leur destin confisqué, leur identité préemptée ?

Jacques NESI

Suite de la page (9)

migration in the first place. These actions benefitted large U.S. agribusiness and other corporations.

The people in the Cornell study tend to have children here, and some report having left children back in Haiti. Many people report having worked in the undocumented labor force, but after receiving TPS they could apply for better paying jobs, albeit still below minimum wage. But these jobs require that their TPS be current, which costs $400 every eighteen months.

Ending TPS would cause a deep wound in the Haitian community, ripping apart families, and punishing people who endure sub-minimum wage jobs because they believed the government would be fair.

Especially because of the causes of the migration – not to mention exploitative working conditions –benefit U.S. companies in the first place, justice demands that the U.S. own its accountability to these temporary status holders.

But TPS also affirms humanity and human decency. Michaëlle reported "I feel grateful because I am in this country. I have the ability to go to school and to work."

Michaëlle, like other TPS holders from Haiti, Honduras, and El Salvador, contribute to this country through their labor and the pursuit of their dreams.

The least we can do is act, before the final ruling on TPS is handed down. There is a petition calling for Secretary Kelly to renew TPS.


Ditmas Park Corner

As a TPS cut-off looms, there is growing alarm among Haitians, like those who attended this "Know Your Rights" meeting in Brooklyn in December. Immigration attorney Nick Klein (standing) gave guidance on how to deal with immigration officers

The original version of this article was published in the Huffington Post. Darlene Dubuisson is a PhD Candidate in the joint Applied Anthropology program at Columbia University. Her research interests include black intellectualism, academic culture, diaspora, and transnationalism. Mark Schuller is Associate Professor at Northern Illinois University and affiliate at the State University of Haiti. Schuller has 30 scholarly publications on NGOs, globalization, disasters, and gender in Haiti, and wrote or co-edited seven books.

Suite de la page (10)

en public. Car, il est classique d'attendre les résultats des législatives pour composer le futur gouvernement. Et au moment de l'envoie de l'e-mail, elles ne pouvaient pas avoir eu lieu.

Il fallait donc être sacrément au fait de ce qui se passait à haut niveau pour oser ce détail. Qui informe avec autant de précision Hillary Clinton ? La CIA via les interceptions de la NSA ou quelqu'un d'autre ?

Mais la question cardinale est de savoir pourquoi ce message porte sur Macron, alors que c'est un quasi inconnu à cette époque ? La CIA a-t-elle ciblé Macron ? Car enfin, cet e-mail n'est pas adressé à n'importe qui, mais à Hillary Clinton alors Secrétaire d'Etat d'Obama. Pourquoi une personnalité de ce niveau, s'intéresse-t-elle à un soutier du staff de Hollande ?

En 2015, les documents obtenus par WikiLeaks et publiés par Libération et Médiapart révèlent que la NSA a, au moins de 2006 à mai 2012 (pourquoi mai 2012 ?) espionné Chirac, Sarkozy et Hollande. Ces documents étaient destinés à la CIA. Mais la NSA a affirmé que ces écoutes n'avaient jamais touché les chefs d'État, mais leur entourage.

Macron a-t-il été placé sur écoute quand il était secrétaire général adjoint de l'Élysée ? Et si oui, les Etats Unis cherchaient ils à conforter leur choix du futur candidat à la Présidence ?

Y-a-t-il eu collusion entre les Etats Unis et certains milieux libéraux politico-économiques français quant à la candidature possible de Macron ? A la vue de son parcours, la réponse est oui !

Une preuve ?

L'implosion en cours du PS pour favoriser une alliance droite gauche afin de contrer les « populismes », l'alliance avec Bayrou (après un salto arrière spectaculaire et suspect) et un programme néo libéral, progressiste et europëiste soutenu par les milieux politico- financiers. Toute cette stratégie repose sur les piliers idéologiques de la NED et de la Trilatérale.

On comprend mieux l'inquiétude des russes qui se retrouvent avec un scénario à l'Ukrainienne dans l'un des deux plus importants pays d'Europe.

Un président français choisi directement par les américains ? De Gaulle va se retourner dans sa tombe.

C'est peut-être ce scénario que nous révélera Assange dans les prochaines semaines.

Nota Bene : Ceux qui sont intéressés par cette publication trouveront une nombreuse documentation sur la toile. Mais attention aux sites complotistes ou confusionnistes ! Privilégiez les recherches universitaires ! Voici les références des travaux qui ont permis d'écrire cet article :

- •Bulgarie Contre la dérive populiste, des « think tanks de gauche » La Vie des Idées numéro de mai/juin 2007 La Vie des Idées est rattachée à l'Institut du Monde Contemporain (Collège de France) et dirigée par Pierre Rosanvallon.
- •A propos de la NED, voir Ghilhot Nicolas, « Les professionnels de la démocratie : logiques savantes et logiques militantes dans le nouvel internationalisme américain », Actes de la recherche en sciences sociales, n° 139, Septembre 2001, pp. 53-65.
- •A propos de Jacques Attali son livre Demain, qui gouvernera le monde ?, Fayard, 2011.
- •A propos de Jean-Pierre Jouyet article dans Le nouvel Economiste – n°1385 – Du 26 avril au 2 mai 2007 –
- •A propos de tous les protagonistes y compris Macron divers articles de presse recoupés
- •A propos de WikiLeaks , Libération et Médiapart/ 2017
- •A propos de la Trilatérale http://www.monde-diplomatique.fr/2003/11/BOIRAL/10677

Networkpointzero 8 mars 2017
Comité Valmy 24 avril 2017

Suite de la page (7)

Un individu ayant grandi dans les échelons supérieurs de la société haïtienne expliqua à l'auteur durant une interview comment se jouaient les rapports de classes racialisés parmi les élites de droite : « Les Duvaliéristes non-noirs se considèrent plus intelligents » ; ils ne sont pas au niveau des principales familles industrielles, mais « ont tout de même une richesse et un pouvoir importants » (Sprague, 2011a). Ces familles, y compris de nombreuses personnes aux penchants duvaliéristes, incluent les Handal, Mourras, Assads et Jaars. Certaines de « ces personnes sont même plus dangereuses que les dizaines de familles du haut de la société. Ils pensent qu'ils ont plus à gagner [localement] et qu'ils sont moins surveillés par les étrangers » (Sprague, 2011a). Certains individus de ces groupes, comme Georges Saati et Hugues Paris, semblent avoir joué un rôle décisif dans la mobilisation de la campagne paramilitaire contre l'État **[13]**.

(2) Un groupe duvaliériste « noir » comprenait des individus tels que l'ancien dictateur Prosper Avril, un ancien Tonton Macoute, le maire de Port-au-Prince Franck Romain, et d'autres personnes telles que Gregory Chevry et son frère Youri Chevry, Alix Thibulle, Gonzague Day et certains membres de la famille Tankred, qui auraient tous soutenu l'insurrection paramilitaire. Alex Thibulle, l'un des membres les plus importants de ce groupe, aurait maintenu des liens étroits avec les Duvaliéristes « blancs ». Un fils d'une famille aisée de Port-au-Prince expliqua à l'auteur : « Thibulle [était] l'un des rares Duvaliéristes noirs qui [pouvaient] aller s'asseoir avec eux [les Duvaliéristes non-noirs] à leur table le dimanche. Ils n'invitent pas à leurs fêtes les gens qu'ils méprisent » (Sprague, 2011a). Plus récemment, ces personnes ont travaillé avec ce qui est devenu « l'un des cartels les plus puissants du pays dirigé par Dany Toussaint, Clarel Alexandre, Gregory Chevy et Jean-Claude Louis-Jean » (Sprague, 2011a). « Ce sont les gens que Guy Philippe et les autres [paramilitaires] . . . n'exposeront jamais », les noms qui ne seront jamais salis dans les déclarations médiatiques qu'ils font de temps en temps (Sprague, 2011a). Ces dernières années, nombre de ces personnes ont essayé de rester crédibles en politique en travaillant avec les partis politiques de l'establishment tels que ceux dirigés par Martelly et Préval. Il est important de noter que, selon les télégrammes que j'ai obtenus grâce au Freedom of Information Act (FOIA), le duvaliériste Joseph Baguidy Jr fut l'un des principaux organisateurs secrets de la campagne des escadrons de la mort du FLRN entre 2001 et 2004. Baguidy Jr, ancien militaire disgracié, était le fils d'un confident proche (et procureur d'armes) de François Duvalier. **[14]**

(3) Un groupe d'hommes d'affaires locaux et issus de la diaspora joua un rôle décisif dans le financement des nouvelles forces paramilitaires. Certains d'entre eux sont des hommes d'affaires dirigeants des petits commerces et qui avaient des racines familiales et idéologiques dans l'extrême droite du pays. D'autres sont impliqués dans la sous-traitance et sont à cet égard portés vers l'économie globale. Parmi ces capitalistes qui semblent avoir eu des liens à un moment ou à un autre avec la phase la plus récente de la violence paramilitaire il y avait Ben Bigio, André « Andy » Apaid Jr et Oliver Nadal.

(4) Les élites politiques carriéristes, opportunistes et ratées. Comme je l'ai découvert lors de mes recherches sur la Loi pour la liberté de l'information (FOIA en anglais), un certain nombre de personnalités publiques dans le pays favorisa également les forces paramilitaires. Parmi elles se trouvaient Judy C. Roy, un membre des élites locales qui avait des aspirations politiques, un des premiers financiers des paramilitaires du FLRN. Ce secteur est également représentatif d'individus comme Serge Gilles, dirigeant du petit parti politique Fusion des Sociaux Démocrates Haïtiens (FUSION). D'autres, comme les agents politiques de droite de la famille Manigat, ont eu des échanges avec l'ambassade des États-Unis pour discuter de ce qu'ils considéraient comme le rôle utile que les paramilitaires pouvaient jouer pour éliminer le gouvernement Aristide. Il existe en Haïti un éventail de petits partis politiques qui gagnent rarement lors des élections libres et équitables, mais dont les membres continuent d'être des acteurs importants de la vie politique du pays, soit parce qu'ils obtiennent parfois des postes gouvernementaux, soit parce qu'ils constituent d'utiles contacts de l'ambassade des États-Unis. Les loyautés politiques de ces individus changent souvent au moment opportun.

(5) Une faction de l'ancienne armée, y compris certains anciens policiers, a joué un rôle essentiel dans la facilitation de la violence du FLRN. Certains avaient des relations avec les services de renseignement et militaires américains. Il s'agit notamment des anciens commandants de FAd'H, Himmler Rébu et Guy André François, de l'ancien général duvaliériste Williams Régala, et d'autres encore (Sprague, 2012a). Les anciens membres de Fad'H tels que Youri Latortue et Dany Toussaint s'inscrivent également dans les autres groupes sociaux énumérés ci-dessous. Par exemple, Dany Toussaint s'inscrit dans le groupe « 5ème colonne », tout en étant impliqué dans le narcotrafic. En 2004, Youri Latortue joua un rôle central dans l'affaiblissement du gouvernement élu d'Haïti et fut ensuite un planificateur-clé pour les autorités post-coup d'État et la campagne de répression violente qu'elles lancèrent (Sprague, 2012a). Son parent Gérard Latortue dirigea la dictature post-coup d'État installée par les États-Unis en mars 2004.

(6) La « 5è colonne », était composée d'individus qui travaillaient à affaiblir l'État de l'intérieur. Les personnages les plus représentatifs de ces « caméléons » étaient Dany Toussaint et Joseph Médard, tous deux élus à des hauts sièges au Sénat du pays sous FL. En opérant de l'intérieur de l'État, ils allaient servir de figures-clés (comme le détaillent de nombreux documents du FOIA) pour aider à affaiblir le gouvernement élu d'Haïti dans les mois et les années précédant le coup d'État de février 2004 (Sprague, 2012a).

(7) Les renseignements américains, en particulier la CIA. Il y a une longue histoire d'intervention et de soutien des États-Unis aux forces répressives en Haïti. Tandis que certains responsables de l'ambassade tels que l'ambassadeur des États-Unis, Brian Dean Curran, ne firent pas directement la promotion des opérations paramilitaires, il ne semble pas qu'il ait tenté de soutenir les autorités haïtiennes pour traîner les paramilitaires en justice. D'autres ambassadeurs des États-Unis, tels que le remplaçant de Curran nommé par le régime de Bush, James B. Foley, engagèrent directement la communication avec les commandants paramilitaires (Sprague, 2012a). Pourtant, même pendant la période où Curran fut ambassadeur, il ressort clairement des FOIA et des entrevues que j'ai menées que des agents des renseignements américains ont, en effet, effectué leurs propres opérations en s'organisant avec les élites qui soutenaient le FLRN : un agent du renseignement états-unien, Janice Elmore, rencontra par exemple le comploteur de droite Hugues Paris et des groupes d'opportunistes au sein de la police locale à Gonaïves. Cela eut lieu juste avant une évasion de prison à Gonaïves, au cours de laquelle des criminels paramilitaires, anciens militaires ainsi que des violents criminels emprisonnés s'échappèrent en août 2002 (Sprague, 2012a). Comme je l'ai découvert lors d'une discussion avec une source anonyme qui travailla dans le passé à l'ambassade américaine à Port-au-Prince, Curran et le chef de l'ambassade avaient une relation tendue avec Elmore, car elle avait ses propres priorités liées à l'agence qui n'étaient pas forcément alignées sur celles du Département d'État américain.

(8) Un secteur de la direction militaire et du Ministère des Affaires Étrangères de la République Dominicaine. J'ai fourni la première enquête documentée sur le rôle secret des autorités dominicaines dans le déclenchement de la violence paramilitaire en Haïti. Ce soutien émanait principalement d'un groupe de bureaucrates de carrière au Ministère des Affaires Étrangères à Saint-Domingue et des échelons supérieurs de l'armée dominicaine. Les plus notables parmi eux semblent être le lieutenant général Soto Jiménez et le général Manuel Polanco Salvador. Dans des interviews enregistrées par l'auteur, les bureaucrates de carrière du Ministère Dominicain des Relations Extérieures à Saint-Domingue reconnurent également avoir soutenu étroitement Guy Philippe et sa force paramilitaire. Parmi ces officiels figuraient : le Dr Luis Ventura Sanchez, l'expatrié haïtien Jean Bertin et William Paez Piantini (Sprague, 2012a). Il y avait aussi de nombreux intermédiaires qui aidaient les paramilitaires à établir des liens en République Dominicaine et gardaient un œil sur eux pour les responsables dominicains, des individus comme l'opérateur haïtien de droite Harry Joseph (un ami proche de Saati), le conseiller de ministre Hubert Dorval qui travaillait à l'ambassade d'Haïti en République Dominicaine (et qui fut relevé de ses fonctions par le gouvernement d'Aristide après avoir été surpris en train de secrètement donner des informations aux services de renseignements dominicains) et Delis Herasmé, ami du président dominicain Mejia et importante « connexion » pour les paramilitaires à Santo Domingo. Ces informations ont été vérifiées auprès de l'auteur par de nombreuses sources proches des paramilitaires et par certaines de ces personnes elles-mêmes.

(9) L'agence de renseignement externe française, la DGSE. Le renseignement français semble avoir également joué un rôle de soutien direct au FLRN. Cela inclut à la fois les allégations sur un journaliste français qui aurait remis de l'argent aux paramilitaires à Gonaïves et un télégramme de l'ambassade des États-Unis dans lequel l'ambassadeur des États-Unis a écrit au Département d'État qu'il semblait que la France était impliquée dans le soutien des paramilitaires (Sprague, 2012a). Pratiquement aucune information n'a été publiée sur le rôle dissimulé des renseignements français dans le financement des forces paramilitaires ou duvaliéristes en Haïti. Il faut noter que les services de renseignement français ont longtemps joué un rôle important avéré dans le soutien aux groupes armés dans d'autres parties du monde (comme dans les récents conflits en Libye, en Syrie et dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest et Centrale) (Forte, 2012).

(10) Les réseaux narcotiques. L'une des caractéristiques les plus importantes des hauts dirigeants paramilitaires et militaires au cours des dernières décennies a été leur relation récurrente avec le narcotrafic. Le passage du trafic de stupéfiants par Haïti est depuis longtemps contrôlé par des militaires, des anciens militaires, des policiers, des paramilitaires et des enfants de riches élites. Depuis l'expansion du trafic de stupéfiants dans les Caraïbes, au sein de chaque gouvernement haïtien, il y a eu des individus liés à ce trafic qui en ont bénéficié. Après le démantèlement de l'armée en 1995, des anciens employés de l'armée et des groupes d'élites ont formé des cartels qui cherchaient à dominer les contributions locales à ce commerce. Ces narco-patrons ayant des liens avec des réseaux dominicains, colombiens et autres réseaux criminels ont fréquemment cherché à acheter des politiciens (Sprague, 2011a). Le trafic de stupéfiants a été l'un des facteurs incompris de la violence paramilitaire au cours des dernières années, car des réseaux rivaux de narcotrafic ont entretenu des alliances avec différents responsables du gouvernement haïtien. Pendant la période que j'ai étudiée, il semble que, bien que certains narco-groupes se soient affiliés au FLRN, d'autres avaient des alliés au sein des organismes de sécurité du gouvernement.

Notes

[9] Un bon moyen de résumer les interconnexions entre certaines des personnes qui ont soutenu et participé à la campagne paramilitaire contre le gouvernement élu d'Haïti au début des années 2000 serait peut-être de regarder les origines de Guy Philippe. Comme beaucoup d'enfants des élites ou des familles bien connectées du pays, il a fréquenté pendant une partie de sa jeunesse l'école Saint-Louis de Gonzague, avec son école primaire au centre-ville de Port-au-Prince et son école secondaire dans le quartier Delmas 31 de la capitale. Un ancien camarade de classe et ami proche de Guy Philippe explique que Saint-Louis de Gonzague est « une école dirigée par des prêtres. L'instruction est haut de gamme. La plupart des diplômés deviennent des élites ; des élites de la bourgeoisie ou de la classe moyenne, des commandants militaires ou de gros trafiquants de drogue » (Sprague, 2011). Même entre les enfants des familles bourgeoises, il existait des clivages de classe et de race entre les camarades de classe, mais en même temps se formaient d'importantes amitiés durables, des couples et des connaissances. Par exemple, un membre d'une famille de FAd'H ou d'une famille duvaliériste noire n'épouserait pratiquement jamais un membre d'une famille industrielle. S'ils le faisaient, « ce serait un véritable déshonneur » ; quand cela arrive très rarement, c'est un véritable drame », explique la source, qui était élève dans chaque niveau scolaire de l'école (Sprague, 2011). Cependant, en même temps, beaucoup ont appris à se connaître. Dans leur jeunesse, des gens comme Guy Philippe et Jacky Nau (qui devinrent plus tard des dirigeants des « Équatoriens ») allaient à l'école aux côtés des enfants de certains des plus grands industriels et acteurs politiques du pays. Il était tout à fait logique qu'on fasse appel à eux plus tard pour mettre à exécution la violence politique de droite. « Ils se connaissaient tous depuis l'école, même s'ils ne traînaient pas beaucoup ensemble dans la cour de récréation » (Sprague, 2011). Toujours premier de sa classe, Philippe acquit dans sa jeunesse l'amitié et la générosité de partisans comme le romancier haïtien Jean-Claude Fignolé et Pierrot Denize (un ancien chef de police) qui aurait aidé à payer la scolarité de Philippe. Ils auraient, tous deux, aussi aidé Guy Philippe à financer sa formation en Équateur. Ce n'est qu'après qu'il n'avait plus d'utilité et qu'il était devenu incontrôlable et de plus en plus encombrant, que les contacts américains de Philippe se sont retournés contre lui, la DEA l'arrêta à la fin de 2016 (Ives, 2017).

[10] J'ai discuté en détail divers processus d'enquête et judiciaires menés contre les hommes armés paramilitaires et leurs partisans parmi les élites (Sprague, 2012a).

[11] Dans une nouvelle tentative de réécriture académique de ce qui s'est réellement passé à Cité Soleil après le coup d'état de 2004, Moritz Schuberth (2015) affirme, sans preuve, que la seule raison pour laquelle les gens de Cité Soleil ont protesté à la suite du coup d'état, c'était parce qu'ils voulaient retrouver les emplois issus du patronage qu'ils avaient perdus. Il ne mentionne jamais le soutien populaire que le gouvernement destitué avait dans cette communauté et le haut niveau de sentiments anti-militaires présents dans sa population. Il ne mentionne jamais comment, avant la plupart des actes violents perpétrés par les groupes armés des quartiers populaires, il y eut de nombreuses attaques mortelles contre des manifestants pacifiques anti-coup d'État. Ces attaques furent menées principalement par la police de Latortue et leurs alliés paramilitaires, les anciens de FAdH, mais parfois sous l'œil attentif des troupes de l'ONU.

Ignorant l'idée que des personnes à faible revenu et qui sont racialisées de façon négative puissent s'organiser

suite à la page(19)

Les États-Unis s'apprêtent à demander l'arrestation de Julian Assange !

Par Kevin Reed

Selon un rapport de CNN jeudi, le ministère américain de la Justice a préparé les plaintes dont il a besoin pour demander l'arrestation du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, qui séjourne en asile à l'ambassade équatorienne à Londres depuis juin 2012.

Des responsables américains ont déclaré aux journalistes de CNN que les enquêteurs ont « la preuve que WikiLeaks a joué un rôle actif en aidant Edward Snowden, un ancien analyste de la NSA, à divulguer une cache massive de documents classés. »

Cela représente un changement notable dans l'angle d'attaque américain pour persécuter le fondateur de WikiLeaks, on passe de l'accusation d'avoir publié des documents fournis par Chelsea Manning et d'autres lanceurs d'alerte à l'identification de Wikileaks comme le destinataire des fuites afin de pouvoir affirmer que c'était un complice dans la fuite des documents révélés par Snowden.

Bien qu'il ait évité de nommer Assange, le procureur général Jeff Sessions, interrogé sur la question au cours d'une conférence de presse jeudi, a déclaré : « Nous avons déjà commencé à intensifier nos efforts et chaque fois qu'une accusation peut être envisagée, nous chercherons à mettre des gens en prison. »

CNN a interrogé l'avocat d'Assange, Barry Pollack, au sujet du rapport. Celui-ci a déclaré : « Nous n'avons eu aucune communication avec le ministère de la Justice et ils ne m'ont pas indiqué avoir porté plainte contre M. Assange. »

Pollack a ajouté : « Ils n'ont pas voulu avoir de discussion, malgré nos demandes répétées qu'ils nous informent de l'état d'avancement des enquêtes en cours sur M. Assange. Il n'y a aucune raison pour que Wikileaks soit traité différemment de n'importe quel autre éditeur. »


Julian Assange

Les informations de CNN viennent une semaine après que le directeur de la CIA, Mike Pompeo, a prononcé un discours très médiatisé au Centre d'études stratégiques et internationales où il a attaqué à la fois Julian Assange et Edward Snowden. Pompeo a déclaré pendant la séance de questions qu'Assange n'est pas un citoyen américain et « n'a pas les libertés garanties par le Premier amendement. »

Assange a répondu dans un communiqué vendredi dernier qualifiant les propos de Pompeo de « dangereux » et de tentative « d'étouffer la liberté de parole ». La déclaration de WikiLeaks a également comparé l'effort de Pompeo pour diaboliser Assange à la campagne contre le président syrien Bachar al-Assad.

À la fois, le discours de Pompeo et le rapport divulgué sur les mises en accusation imminentes contre Assange indiquent clairement que le gouvernement Trump passe rapidement à une attaque directe contre les droits garantis par le Premier amendement de la Constitution américaine. Dans la même logique que ses politiques de guerre téméraires, le gouvernement tente d'étouffer toute autre révélation des activités criminelles du dispositif de renseignements militaires de l'État.

La décision du ministère de la justice est liée à la récente confirmation de l'élection du nouveau président de l'Équateur, Lenín Moreno, qui a battu Guillermo Lasso après un deuxième dépouillement des voix. Les États-Unis envisageaient d'exploiter une éventuelle défaite de Moreno, qui a défendu Assange jusqu'à maintenant et s'est opposé à son extradition de l'ambassade d'Équateur à Londres.

Le ministère de la Justice compte sur le soutien enthousiaste du Congrès des États-Unis et des médias institutionnels dociles pour soutenir son assaut sur les droits démocratiques. Dans un entretien avec Wolf Blitzer de CNN, le représentant Peter King du Parti républicain de New York, a déclaré : *« Je suis content que le ministère de la justice ait trouvé un moyen de poursuivre Assange. Il a eu la belle vie pendant trop longtemps. »*

Wsws 21 avril 2017

Venezuela : la droite choisit le coup d'état violent et la guerre économique !

D'après Associated Press, le plan du leader de l'opposition est d'empêcher le gouvernement du Venezuela à accéder aux financements auprès des banques internationales ; ce qui pourrait frapper l'ensemble du pays. Le président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, Julio Borges, a envoyé plus d'une douzaine de lettres aux grandes banques internationales leur demandant de ne plus conduire de transactions avec le gouvernement vénézuélien pour bloquer le régime progressiste légitimement élu de Nicolas Maduro.

Parmi ces lettres, le président de l'Assemblée nationale (opposition putchiste) a envoyé un document à John Cryan, directeur de la Deutsche Bank jeudi dernier, le menaçant de conséquences, s'ils poursuivaient des transactions financières avec le Venezuela.

Borges a écrit ainsi » Le gouvernement national, à travers la Banque Centrale, va essayer d'échanger de l'or de la réserve nationale contre des dollars pour rester au pouvoir ».

Borges qui est l'un des fondateurs du parti d'opposition Justice d'Abord appelle donc à un blocus financier contre le Venezuela, un acte de guerre économique.

Ce député a fait savoir qu'il s'agissait d'une stratégie faisant partie du plan de la partie de l'Assemblée Nationale – contrôlée par l'opposition de droite mais déclarée illégale par la cour constitutionnelle – pour annuler toute dette engagée par le gouvernement qui n'est pas explicitement approuvée par le pouvoir législatif ; ce qui revient à violer la constitution.


Les forces réactionnaires au Venezuela veulent bloquer le régime progressiste légitimement élu de Nicolas Maduro


Le président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, Julio Borges

Au milieu d'une vague de manifestations de l'opposition ces dernières semaines, le président Maduro a à plusieurs reprises accusé Borges d'être l'un des cerveaux de la tentative de coup d'état contre le pays et averti que la justice serait saisie contre ceux qui appellent et organisent la violence. A l'inverse, les leaders de l'opposition ont annoncé qu'ils allaient continuer leurs appels à des manifestations violentes comme ils l'ont fait ces trois dernières semaines – provocant plusieurs dizaines de morts (22 selon les décomptes de l'agence TELESUR).

Le président Maduro a indiqué que les autorités policières ont arrêté 30 émeutiers, incluant le présumé leader d'un groupe d'émeutiers interpelés avec des explosifs. Les autorités vénézuéliennes appellent l'OEA à condamner les violences meurtrières perpétrées par l'opposition.

JBC pour www.initiative-communiste.fr

Suite de la page (4)

maritimes ;

- Surveiller le territoire maritime ;
- Soutenir les autres composantes de l'Armée nationale ;
- Assurer des patrouilles maritimes.

Vous devez sauvegarder les intérêts économiques du domaine maritime. Dans cette perspective vous allez :

- Veiller aux pratiques légales de pêches maritimes ;
- Lutter contre la pollution maritime (hydrocarbure, déchets toxiques) ;
- Lutter contre la contrebande et le trafic de stupéfiant ;
- Assurer l'exploitation légale des biens culturels et des trésors sous-marins.

Il y a lieu d'assurer les services publics dans les eaux territoriales. Pour ce, le ministère de la défense doit :

- Apporter les secours et les assistances aux navires et aux personnes qui sont en danger dans la Zone Économique Exclusive d'Haïti ;
- Assurer des missions de transports de services publics ;
- Assurer les missions d'évacuation sanitaire.

Depuis des années, la défense de l'espace aérien n'est pas assurée. Il y a nécessité de :

- Défendre l'espace aérien haïtien ;
- Protéger et défendre les zones aéroportuaires ;
- Appuyer les autres forces dans le transport et largage de matériels et d'hommes ;
- Surveiller et protéger les ressources halieutiques ;
- Aider à la recherche et au sauvetage des navires et avions en perdition.

Je vous demande d'engager la préparation du Budget 2017-2018 qui devra être approuvé, après arbitrage du Ministère de l'Économie et des Finances, par le Conseil des Ministres et déposé dans les délais légaux requis au Parlement.

Vous aurez aussi la tâche de renforcer la transparence, la lutte contre la corruption et la bonne gestion des biens et deniers publics. Il vous appartiendra d'organiser, de diriger et d'animer les services, équipes et agents de l'Etat placés sous votre responsabilité. »

Mais quelle armée peut nous construire la clique à Martelly-Jovenel-Latortue, si ce n'est une armée de bandits, de mercenaires, de trafiquants et de putschistes au service des forces impériales à l'instar d'un Paul Eugene Magloire, d'un Cédras. Le peuple doit dire Non à une armée défendant les intérêts de classe de la bourgeoisie ! Non à une armée répressive à l'instar des anciennes forces armées d'Haïti !

Au peuple haïtien de s'organiser et de monter sa propre armée révolutionnaire à l'instar de nos ancêtres indigènes pour combattre les nouveaux colons et contrecarrer leurs actions malhonnêtes de réduire le pays à sa plus simple expression.

Suite de la page (4) *Après avoir plaidé coupable, Guy Philippe a négocié pour alléger sa peine !*

nationale haïtienne et d'autres membres du personnel de sécurité pour assurer leur soutien continu aux futurs transferts de drogue arrivant en Haïti, pour acheter une résidence dans le comté de Broward en Floride et pour pourvoir à lui-même et à sa famille aux États-Unis »

Dans l'accord de plaidoyer entre les États-Unis et Philippe, il est stipulé que « la Cour peut imposer une peine d'emprisonnement légal maximum 20 ans, suivie d'une durée de liberté supervisée jusqu'à 3 ans » ainsi qu' « une amende de 500 000 $ ou le double de la valeur impliquée dans les transactions, selon la plus élevée des deux, et peut ordonner la confiscation et restitution ».

De 2001 à 2004, Guy Philippe a dirigé le Front National de Liberation et de Reconstruction (FLRN), une force de quelques centaines de «rebelles» paramilitaires basés principalement en République dominicaine, dans des raids frontaliers contre le gouvernement d'Aristide, qui a finalement été renversé, avec l'aide d'une équipe US SEAL, lors d'un coup d'Etat le 29 février 2004.

En novembre 2005, un grand jury américain a publié un acte d'accusation de trois accusés contre Philippe pour le trafic de drogue et le blanchiment d'argent, mais il s'est caché dans la ville côtière haïtienne de Pestel, où il a échappé à quatre raids par des agents américains et haïtiens sur une période de 11 années.

Après une attaque mortelle en mai 2016 contre un poste de police haïtien aux Cayes, le gouvernement du président intérimaire Jocelerme Privert a délivré un mandat d›arrestation contre Philippe, accusé d'avoir été l'auteur intellectuel du raid. Le mandat a provoqué plusieurs sorties intempestives à la radio et sur internet de Philippe, mettant la police haïtienne en défi de venir l'arrêter dans sa forteresse.

Après avoir été élu sénateur pour le département de Grand'Anse en novembre 2016, Philippe a eu envie de faire une tournée de victoire à Port-au-Prince au début de janvier 2017, puisqu'il avait été invité par le Conseil électoral Provisoire à venir lui-même recueillir son certificat de sénateur. Ce fut un coup bien monté puisqu'une unité spéciale de la police haïtienne, soutenue par l'Agence américaine pour la lutte contre la drogue (DEA), surveillait ses mouvements et l'a arrêté alors qu'il sortait de la station de radio Scoop FM le 5 janvier. Le même jour, la police haïtienne sur les ordres de l'Ambassade américaine a fait passer Philippe aux agents américains qui l'ont conduit à Miami.

Suite de la page (12)

licenciements, de confisquer les profits et d'affecter les sommes ainsi récupérées à un plan d'investissement de construction répondant aux besoins de la population, de retirer les troupes françaises de tous les théâtres d'opération. Si la démocratie a un sens, ce doit être l'Assemblée constituante souveraine prenant entre ses mains tous les pouvoirs pour liquider tout de suite, maintenant, le régime de la Ve République, régime du pouvoir personnel.

Ce qui vient de se passer en Guyane a été ressenti pour tous les travailleurs comme une indication de la voie à suivre : quand les pouvoirs publics bloquent et refusent les revendications, la mobilisation de toute la classe ouvrière et du peuple est le moyen pour contraindre les gouvernants à reculer. Ce qui est vrai pour la Guyane est vrai pour les travailleurs en France. C'est par la mobilisation unie que, quel que soit le gouvernement à venir, nous les ferons reculer. Pour y contribuer, il est nécessaire de construire un parti.

Travailleurs, militants, jeunes, ne les écoutez pas ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de syndicats, il n'y a plus besoin de partis. Ne les écoutez pas ceux qui opposent un prétendu « intérêt général » aux intérêts de classe et prétendent que la lutte de classe n'existe pas. Ceux-là, quel soit leur visage, entraînent les travailleurs dans une impasse.

Plus que jamais, les travailleurs ont besoin de syndicats indépendants. Plus que jamais ils ont besoin de partis ouvriers pour exprimer leurs intérêts.

Et maintenant ?

S'agissant du 7 mai, les travailleurs ne sauraient accorder leur confiance à Marine Le Pen dont le programme est avant tout fondé sur l'opposition entre « Français » et « immigrés », dans le but de détourner la colère légitime des travailleurs non pas contre les capitalistes et les banquiers responsables du chômage et de la misère, non pas contre les gouvernements et les institutions qui les organisent, mais contre leurs frères de classe.

Pour autant, Macron peut-il être considéré comme un rempart de la démocratie ? Au soir du premier tour, on a entendu Macron lancer de vibrants appels à l'union nationale. On a entendu aussi les dirigeants de la droite, mais aussi Benoît Hamon et les dirigeants du PS, Pierre Laurent (PCF) et Alexis Corbière (La France insoumise) appeler à voter Macron.

Faut-il le rappeler : Macron fut l'un des artisans de la loi El Khomri et il s'est engagé une fois élu à aggraver cette loi, à aller jusqu'au bout de



L'unité ne s'est pas réalisée entre Hamon et Mélenchon. La division orchestrée par ces deux candidats débouche sur un second tour Le Pen/Macron

la remise en cause des syndicats et à imposer aux chômeurs n'importe quel emploi quitte à perdre 25 % de leur salaire initial. Macron, c'est Hollande en pire. C'est Sarkozy en pire, c'est El Khomri en pire.

Qui peut croire qu'un candidat dont le programme est la destruction des droits ouvriers, la surexploitation et l'aggravation de la misère puisse être un rempart de la démocratie ?

Le Parti ouvrier indépendant démocratique, fidèle à toute la tradition du mouvement ouvrier déclare : pas de démocratie s'il y a régression des droits sociaux, pas de démocratie fondée sur la destruction du Code du travail et des droits ouvriers, pas de démocratie fondée sur la remise en cause de l'existence des syndicats.

La démocratie, c'est la défense des garanties de la classe ouvrière arrachées par et dans la lutte de classe. La démocratie a pour condition l'indépendance du mouvement ouvrier. C'est au service de ce combat que nous invitons travailleurs, militants et jeunes à participer aux assemblées ouvertes de débat convoquées par le Parti ouvrier indépendant démocratique. Une nouvelle période s'ouvre, des luttes nouvelles sont à l'ordre du jour. Organisons-nous pour y faire face dans les meilleures conditions.

Une chose est sûre : la Ve République n'a pas d'avenir, elle doit être balayée.

Pour l'Assemblée constituante souveraine, pour la rupture avec l'Union européenne, pour le gouvernement ouvrier : rejoignez le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Le bureau national
Le 23 avril 2017

Suite de la page (12) *Les Français se sabordent*

sexuelle, elle posait de facto que les besoins des couples avec enfants sont les mêmes que ceux des couples gays. Il existait pourtant bien d'autres solutions plus intelligentes. L'opposition à cette loi suscita de très importantes manifestations, mais malheureusement sans porter aucune autre proposition et parfois mêlée à des slogans homophobes.

Identiquement, l'attentat contre Charlie-Hebdo fut célébré au son de « Je suis Charlie ! », et des citoyens déclarant « ne pas être Charlie » furent poursuivis en Justice.

Il est désolant que les Français ne réagissent ni devant l'unanimité du Grand Capital, ni face aux injonctions de recourir aux mêmes dispositifs juridiques et de professer les mêmes slogans. Au contraire, ils persistent à considérer comme « fasciste » le Front national actuel sans autre argument que son lointain passé.

Peut-on résister au candidat du fascisme ?

Les Français pensent majoritairement qu'Emmanuel Macron sera un président à la Sarkozy et à la Hollande, un homme qui poursuivra leur politique. Ils s'attendent donc à voir leur pays décliner encore et encore. Ils acceptent cette malédiction croyant ainsi évacuer la menace de l'extrême droite.

Beaucoup se souviennent qu'à sa création le Front national rassemblait les perdants de la Seconde Guerre mondiale et de la politique socialiste de colonisation de l'Algérie. Ils se focalisent sur les figures de quelques Collaborateurs avec l'Occupant nazi sans voir que le Front national d'aujourd'hui n'a absolument rien en commun avec ces gens-là. Ils persistent à tenir pour responsable du drame algérien le sous-lieutenant Jean-Marie Le Pen (le père de Marine) et à exonérer de leurs responsabilités les dirigeants socialistes de l'époque, particulièrement leur terrible ministre de l'Intérieur, François Mitterrand.

Nul ne se souvient qu'en 1940, c'est un ministre fasciste, le général Charles De Gaulle, qui refusa l'armistice de la honte avec l'Allemagne nazie. Cet homme, dauphin officiel du maréchal Philippe Pétain (qui était le parrain de sa fille), se lança seul dans la Résistance. Luttant contre son éducation et ses préjugés, il rassembla lentement autour de lui, contre son ancien mentor, des Français de tous horizons pour défendre la République. Il s'adjoint une personnalité de gauche, Jean Moulin, qui, quelques années auparavant, avait secrètement détourné de l'argent du ministère de la Marine et trafiqué des armes pour soutenir les Républicains espagnols contre les fascistes.

Nul ne se souvient qu'un collègue de De Gaulle, Robert Schuman, apposa sa signature à l'armistice de la honte, puis, quelques années plus tard, fonda la Communauté économique européenne (actuelle Union européenne) ; une organisation supra-nationale imaginée sur le modèle nazi du « Nouvel Ordre européen », contre l'Union soviétique et aujourd'hui contre la Russie.

Le modèle Obama-Clinton

Emmanuel Macron a reçu le soutien appuyé de l'ancien président états-unien Barack Obama. Il a réuni une équipe de politique étrangère composée des principaux diplomates néo-conservateurs et ne fait pas mystère de soutenir la politique extérieure des Démocrates US.

Barack Obama, s'il a présenté sa politique extérieure avec une rhétorique diamétralement opposée à celle de son prédécesseur, le Républicain George W. Bush, a dans la pratique marché en tous points dans ses pas. Les deux hommes ont successivement conduit le même plan de destruction des sociétés du Moyen-Orient élargi qui a déjà fait plus de 3 millions de morts. Emmanuel Macron soutient cette politique bien que l'on ne sache pas encore s'il entend la justifier par la « démocratisation » ou par la « révolution spontanée ».

Si lors de l'élection US, Hillary Clinton a été battue, Emmanuel Macron devrait être élu en France.

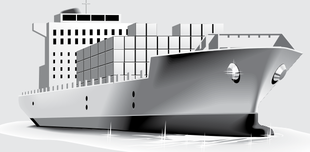
Rien ne prouve que Marine Le Pen sera capable de jouer le rôle de Charles De Gaulle, mais trois choses sont sûres :

De même qu'en 1940, les Britanniques ravalant leur dégoût accueillirent De Gaulle à Londres, de même aujourd'hui les Russes soutiendront Le Pen.

De même qu'en 1939, rares furent les communistes qui bravant les consignes de leur parti rejoignirent la Résistance, rares sont aujourd'hui les partisans de Jean-Luc Mélenchon qui franchiront le pas. Mais à partir de l'attaque nazie de l'URSS, c'est tout le Parti communiste qui soutint De Gaulle et forma la majorité de la Résistance. Il n'y a pas de doute que, dans les prochaines années, Mélenchon se battra aux côtés de Le Pen.

Emmanuel Macron ne comprendra jamais les hommes qui résistent à la domination de leur patrie. Il ne comprendra donc pas les peuples du « Moyen-Orient élargi » qui luttent pour leur indépendance réelle autour du Hezbollah, de la République arabe syrienne et de la République islamique d'Iran.

Réseau Voltaire





Suite de la page (16)

contre les élites et comment, proportionnellement, une grande partie de la violence politique est dirigée contre elles, auteur après auteur (comme Katz [2014], Fatton, Jr. [2007] et Dupuy [2007] par exemple) parcourent rapidement ou ne disent rien sur toute la documentation qui montre les campagnes de terreur post-coup d'état menées contre les pauvres : les images de Kevin Pina et de feu Jean Ristil, l'étude sur les droits de l'homme publiée par Thomas Griffin et l'équipe de défense des droits de l'homme de l'Université de Miami, l'étude Lancet, les rapports de IJDH et BAI, le rapport sur les droits de l'homme de la National Lawyers Guild, les rapports recueillis par le photo-reporter des mouvements de base Wadner Pierre ou encore les rapports locaux sur les droits de l'homme de cette période par des avocats des mouvements de base comme Evel Fanfan et les autres. La plupart des auteurs contemporains sur Haïti ne voient pas le ciblage violent des mouvements d'en bas et la manière dont les élites facilitent cela. À mon avis, la plus grande contradiction des approches de ces auteurs est que, bien qu'ils entreprennent une analyse historique souvent nuancée, leurs explications du conflit social contemporain adoptent souvent une approche élitiste en attribuant une authenticité aux récits des grands médias. Prenons par exemple la citation peu critique de Dupuy sur les rapports du journaliste pro-coup d'état Michael Deibert qui, à maintes reprises, a ignoré la proportionnalité de la violence et le ciblage massif du mouvement populaire prodémocratique d'Haïti (comme dans le quartier Gran Ravine de Port-au-Prince, voir Sprague, 2012 : 388). Sous la surface de ces approches se trouve une tendance libérale, avec la conviction que les classes populaires ne peuvent pas se mobiliser (ou ne se sont pas mobilisées) de leur propre chef.

[12] Avec l'émergence du capitalisme, ce qui était auparavant considéré comme des groupes ethniques plus amorphes s'est structurellement mélangé aux relations de classes racialisées (Callinicos, 1993). Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de divisions sociales avant l'avènement du capitalisme. Il est clair qu'il y en avait. Comme le fait remarquer David Harvey : « Le capitalisme n'a pas inventé 'l'autre', mais il l'a certainement utilisé et promu de façon très structurée ». Parmi les plus significatives de ces nouvelles « façons structurées », on peut citer celles qui ont été provoquées par l'exploitation racialisée et le concept de race. En tant que construction sociale, elle a eu un réel impact matériel sur la vie quotidienne des gens, comme l'explique Stuart Hall : « La race est la modalité dans laquelle la classe est vécue ». En Haïti, nous pouvons observer de nombreuses caractéristiques structurelles générales et particulières de la façon dont les relations de classes racialisées se sont mises à fonctionner.

[13] Incidemment, à la mi-2016, Saati faisait partie d'un petit groupe d'élites haïtiennes qui escortaient alors le candidat présidentiel Donald Trump dans Miami pendant sa campagne. Saati reste proche de divers politiciens de Washington, même après avoir été exposé comme partisan des escadrons de la mort dans mon livre de 2012.

[14] En octobre 2014, Jean-Claude Duvalier (qui était rentré de son exil après le séisme de 2010) mourut à la résidence de Baguidy Jr.

« Haïti Top 10 Héritiers/ères Musicaux Modernes »

Par Ed Rainer

Par Ed Rainer

Nous voici à l'ultime randonnée sonore des : ''Top 10 Musicaux...'' d'où sont sortis les bons grains de l'ivraie,pourt faire triompher la qualité. Cette dernière tranche nous ramène aux acquéreurs d'aujourdh'ui; ayant pour mission de perpétuer de multiples genres culturels dans ce vivier inestimable qu'est la musique haitienne. Lesquels ont su subsister grâce à la maestria des premiers ''Élaborateurs...'', pour être ranimés par les'' Rénovateurs...'' qui y ont injecté leur créativité et singularité. Jusqu'aux 'Héritiers...'' actuels qui ont la tache herculéenne de les pérenniser en y contribuant leurs références modernes et modèles sans les épurer de leur authenticité. Actualiser avec ingéniosité. Cependant le ''jury de circonstance'' a su bien tirer son épingle du jeu pour déblayer l'échiquier tonal et dénicher 19 conquérants des 10 attributaires modernes parmi cette pléthore de talents que représente la musique haïtienne de nos jours.

Numéro 1-Emelyne Michel (Gonaives,?)*
« La voix, Cheffe de file contemporaine »

Comme Lumane, elle nous vient des Gonaïves. Dans cette zone venteuse, tumultueuse, gravée d'histoires. Après avoir mis à nu ses atouts musicaux à la chorale paroissiale, Ansy et Yole Dérose la révèlent pour la première fois au grand public au Stade Sylvio Cator devant 20.000 personnes en 1984, pour la commémoration de "l'année internationale de la Jeunesse" .Au comble du "dechoukaj" de 1986,elle apparut comme la voix du soleil levant, d'où la sortie de son premier album: "Douvanjou ka leve". C'est ainsi qu'elle apprit à affermir cette voix agrémentée de musicalité naturelle, d'un registre imperméable capable d'alterner du grave à l'aigu. C'est au comble de ses ressources personnelles qu'elle fut propulsée sous les feux de la rampe.. Son deuxième album: "Emelyne 2", confirmait ce talent qui mit en évidence cette voix imbibée d'une chaleur presque matérielle dans une forme originale de soul créole. Puis vinrent les tours et détours, et quelques tubes qui la maintinrent comme la sensation de l'heure. Mais aussi, les tentations extra-musicales, et, le mégat-hit Flanm qui l'intronisèrent à la conquête du public nippon et autres percées extérieures, pour se muer à la fois, en femme fatale, femelle flammèche, dame flamme et sexe symbole.

Son troisième album: "A.K.I.K.O" (Pa gen manti nan sa),


Emelyne Michel

marqua un peu le pas, et au moment d'entamer un retour, c'est l'exil volontaire au Canada après le coup d'Etat de septembre 1991. Là-bas, son étoile rayonna avec la sortie de: "Rhum et Flamme", sa quatrième production marquée de hip- hop et autres randonnées exotiques lui valent l'appréciation du public canadien. Entre son cinquième cd: "Banm Pase", elle connut des tas de transformations et d'aventures comme les appâts de la Sony qui freinent sa trajectoire. Perdant un peu le nord, elle vint s'installer à New York. Promue à une carrière à l'américaine qui a du mal à se concrétiser, la femme-flamme devint cocktail explosif, et sembla être en conflits permanents avec elle même. Mais pour peu qu'elle renouât avec ses racines et que ressurgissaient ses vibrations à fleur de peau, Emelyne revint étincelante dans: "Cordes et Ames", une œuvre de facture qui la sortit de l'ornière de la stagnation. Car lorsqu'on est aussi pétrie d'atouts à la EMELYNE, il suffit de se frapper le cœur pour que se manifeste la clarté. Notamment, en maitrisant l'art lyrique, le don à la composition et le pouvoir de la production.

Autant de paliers engrangés pour reconquérir sa voie, captiver les amants de la musique, et, pour la gratification d'une voix en plus rédemptrice et expressivement colorée de phonèmes et d'éloquence. Avec aussi un timbre aspergé de richesse et d'intensité, quand elle ne vogue pas à travers des tics interprétatifs. Des qualités qui font d'elle la diva populaire. Entre les œuvres :" Rasin Kreyòl", à travers laquelle, elle s'est faite tant de perspectives, entre ses racines et la musique rasin. De même que :" Reine de cœur", et la plus récente "Quintessence" dans laquelle elle ne laisse plus de doute, s'il y en avait. Qu'elle est la vraie disséminatrice contemporaine de la chanson populaire haïtienne. Dont elle est la représentante à travers le monde. De plus, son registre s'est étoffé et son aura demeure intacte, tout en projetant un univers qui fait fi de la hiérarchie stylistique, entre une approche vocale marquée d'un scat libertaire, exultant d'extase. Tout en continuant à rehausser son standard dans des représentations exquises de la culture haïtienne dont elle se garde d'être le porte-étendard dans les grandes villes du monde, les grands festivals internationaux, dont les Francofolies de Montréal, dont elle est une tête d'affiche, dans les célèbres temples musicaux d'Europe, d'Asie, d'Amérique et d'Afrique. Et plus récemment à la Maison Blanche de Barack Obama. Les salles modestes haïtiennes autant que les activités obscures ne sont pas délaissées. Car elle ne veut être en reste avec personne. A ce tournant, elle est à plus d'une croisée des chemins, à plus d'une intersection mais, sur un pinacle vers lequel tant de routes convergent.

*Déjà apparue dans :"Top 10 Voix Féminines"